

**OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX  
DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS  
DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT**

---

**ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS  
de l'exercice terminé le 31 décembre 1987  
et  
RAPPORT DU COMITÉ  
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

**DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTE-TROISIÈME SESSION**

**SUPPLÉMENT N° 5C (A/43/5/Add.3)**



**NATIONS UNIES**

**OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX  
DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS  
DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT**

---

**ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS  
de l'exercice terminé le 31 décembre 1987  
et  
RAPPORT DU COMITÉ  
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTE-TROISIÈME SESSION  
SUPPLÉMENT N° 5C (A/43/5/Add.3)



**NATIONS UNIES**

New York, 1988

## NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

[Original : anglais/français]  
[7 juillet 1988]

	<u>Pages</u>
LETTRES D'ENVOI .....	1
I. RAPPORT FINANCIER POUR L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1987 .....	3
II. RAPPORT DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES .....	7
III. OPINION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES .....	15
IV. CERTIFICAT ATTESTANT L'EXACTITUDE DES ETATS FINANCIERS .....	16
V. ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1987 .....	17
ENSEMBLE DES FONDS	
ETAT I.    Crédits et dépenses pour l'exercice terminé le 31 décembre 1987 .....	18
ETAT II.   Recettes et dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1987 .....	19
ETAT III.  Actif et passif au 31 décembre 1987 .....	20
FONDS GENERAL	
ETAT IV.   Recettes et dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1987 .....	21
ETAT V.   Actif et passif au 31 décembre 1987 .....	22
ETAT VI.   Fonds de roulement (réserve d'exploitation) pour l'exercice terminé le 31 décembre 1987 .....	23
Tableau 1.  Dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1987 .....	24
Tableau 2.  Rapport sur les contributions en espèces au 31 décembre 1987 .....	28
Tableau 3.  Rapport sur les contributions en nature au 31 décembre 1987 .....	31
Tableau 4.  Recettes accessoires pour l'exercice terminé le 31 décembre 1987 .....	33

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
Tableau 5. Ajustements des comptes d'exercices antérieurs .....	34
Tableau 6. Centres de production et de vente, exercice terminé le 31 décembre 1987 .....	35
 <b>FONDS DESTINES A DES PROJETS</b>	
ETAT VII. Recettes et dépenses pour l'exercice terminé le 31 décembre 1987 .....	36
ETAT VIII. Actif, sommes à recevoir et passif au 31 décembre 1987 ...	39
Tableau 7. Rapport sur les contributions en espèces au 31 décembre 1987 .....	41
Tableau 8. Rapport sur les contributions en nature au 31 décembre 1987 .....	44
 <b>FONDS POUR LES SECOURS D'URGENCE AU LIBAN</b>	
ETAT IX. Recettes et dépenses pour l'exercice terminé le 31 décembre 1987 .....	45
ETAT X. Actif et passif au 31 décembre 1987 .....	46
Tableau 9. Rapport sur les contributions en espèces au 31 décembre 1987 .....	47
Tableau 10. Rapport sur les contributions en nature au 31 décembre 1987 .....	48
 <b>CAISSE DE PREVOYANCE DU PERSONNEL REGIONAL</b>	
ETAT XI. Compte de répartition des recettes pour l'exercice terminé le 31 décembre 1987 .....	49
ETAT XII. Excédent non réparti de l'exercice terminé le 31 décembre 1987 .....	51
ETAT XIII. Actif et passif au 31 décembre 1987 .....	52
Tableau 11. Placements et revenu des placements pour l'exercice terminé le 31 décembre 1987 .....	54
NOTES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS .....	55

LETTRES D'ENVOI

Le 28 mars 1988

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 12.2 du règlement financier, j'ai l'honneur de vous soumettre les états financiers de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient pour l'exercice terminé le 31 décembre 1987, que j'approuve par la présente lettre. Ces états financiers ont été établis et certifiés exacts par le Contrôleur.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Commissaire général,

(Signé) Giorgio GIACOMELLI

Monsieur le Président du Comité  
des commissaires aux comptes  
Organisation des Nations Unies  
New York

Le 23 juin 1988

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre les états financiers de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient pour l'exercice terminé le 31 décembre 1987, présentés par le Commissaire général. Le Comité des commissaires aux comptes les a examinés, et l'opinion des commissaires aux comptes est jointe auxdits états.

Je vous prie de bien vouloir trouver également ci-joint le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur lesdits comptes.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Premier Président de la Cour des  
comptes de France,

Président du Comité des commissaires  
aux comptes de l'Organisation des  
Nations Unies,

(Signé) André CHANDERNAGOR

Monsieur le Président de  
l'Assemblée générale  
des Nations Unies  
New York

Opérations

1. L'Office de secours et de travaux des Nations Unies (UNRWA) assure des services éducatifs et sanitaires et fournit des secours à plus de 2 millions de réfugiés de Palestine dans cinq secteurs d'opérations au Proche-Orient, à savoir le Liban, la Syrie, la Jordanie, la Rive occidentale et Gaza. Le siège de l'Office est situé à Vienne mais certains services sont décentralisés à Amman.

2. En 1987, 348 639 enfants réfugiés palestiniens au total étaient inscrits dans 635 établissements d'enseignement primaire et primaire supérieur de l'UNRWA desservis par un corps enseignant de 9 991 membres. S'y ajoutent 56 692 élèves scolarisés dans des écoles publiques et privées pour ces deux cycles. Sept centres de formation (le centre de Sibliin au Liban n'a pas fonctionné en 1987) ont accueilli au total 4 223 stagiaires pour des cours de formation professionnelle, technique ou pédagogique assurés par 416 instructeurs. En outre, l'Institut pédagogique a organisé des stages de formation en cours d'emploi pour 773 enseignants par l'intermédiaire des centres de perfectionnement pédagogique situés dans chaque zone d'opérations. S'agissant de l'enseignement supérieur, 385 étudiants ont bénéficié du programme de bourses de l'Office. Le total des dépenses du programme éducatif pour 1987 s'élevait à 108,7 millions de dollars pour un budget de 111,3 millions de dollars représentant 55 % environ du budget ordinaire total de l'Office.

3. Le programme sanitaire couvre les services médicaux, tant curatifs que préventifs, assurés par l'intermédiaire d'une centaine de dispensaires. En 1987, ces dispensaires ont enregistré 3 025 136 visites de réfugiés qui avaient besoin de soins. L'hospitalisation est assurée, à des tarifs fortement subventionnés, dans 34 hôpitaux avec lesquels l'Agence a conclu des accords spéciaux. La même année, le nombre de journées d'hospitalisation de réfugiés dans ces hôpitaux s'est élevé à 89 736. Le programme sanitaire comporte aussi des services d'assainissement et le programme d'alimentation d'appoint grâce auquel 18 000 enfants d'âge préscolaire reçoivent un repas de midi complet, six jours par semaine. En 1987, le nombre des bénéficiaires de ce programme, assuré par 94 centres d'alimentation d'appoint, a atteint 29 000. On redouble actuellement d'efforts pour tenter de toucher tous les enfants qui ont besoin d'alimentation d'appoint. Le total des dépenses du programme sanitaire s'est élevé à 37,3 millions de dollars pour 1987, pour un budget de 38,9 millions de dollars représentant 20 % environ du budget ordinaire total de l'Office.

4. Les services de secours de l'Office comportent deux volets : le programme d'aide aux cas particulièrement nécessiteux et le programme général d'assistance sociale. En 1987, 30 549 familles, soit 4,68 % de la population réfugiée immatriculée, ont reçu au titre du premier volet une assistance consistant en vivres, vêtements, couvertures, petites sommes d'argent, subventions en espèces pour des projets rémunérateurs, assistance pour la réparation ou la reconstruction d'abris et droit préférentiel d'admission dans les centres de formation professionnelle et pédagogique. Le second volet comprend les cas d'assistance individuelle, les activités féminines, les cours de formation pour adultes, l'éducation et la formation des handicapés, la promotion de projets axés sur l'autonomie économique, et l'aide aux réfugiés se trouvant dans des situations difficiles. L'Office encourage également les activités de jeunes, sans en assurer toutefois l'organisation. Tous les réfugiés ayant droit à une assistance peuvent bénéficier du programme général d'assistance sociale. Pour 1987, le total des



dépenses pour les deux volets du programme de services de secours s'est élevé à 22 millions de dollars, pour un budget de 20,4 millions de dollars représentant 10 % environ du budget ordinaire total de l'Office.

5. Devant la détérioration grave de la situation au Liban en raison des guerres des camps et, de manière générale, des troubles civils dans l'ensemble du pays, le Commissaire général a lancé en février 1987 un appel demandant des ressources supplémentaires pour atténuer les souffrances des réfugiés de Palestine vivant au Liban. En réponse à cet appel, l'UNRWA a reçu en 1987 près de 15 millions de dollars, dont 8 millions ont été dépensés la même année, essentiellement pour trois distributions générales de rations aux réfugiés, pour d'autres fournitures d'urgence, pour des frais d'hospitalisation et pour le personnel international supplémentaire nécessaire pour maintenir et contrôler les activités de l'Office dans la situation particulièrement complexe que connaît le Liban.

6. Pour des raisons de sécurité, il n'a pas été possible de lancer en 1987 le programme de réparation des abris de réfugiés endommagés au cours des guerres des camps. Une partie du solde en fin d'année, soit 6,7 millions de dollars environ, reste cependant disponible en 1988 et pourrait être utilisée à cette fin par l'Office, si la situation le permet, les préparatifs techniques étant déjà achevés. La situation financière en ce qui concerne le programme de secours d'urgence au Liban est traitée distinctement dans les états financiers du présent exercice.

7. En décembre 1987, les activités de l'Office dans les territoires occupés se sont ressenties du début du soulèvement de la population réfugiée et des mesures prises par l'Administration civile dans ces secteurs, mais ce n'est qu'en 1988 que cela a entraîné des incidences financières importantes pour l'Office. Des dons spéciaux ont été reçus et un programme supplémentaire est actuellement mis en oeuvre, en sus des activités ordinaires de l'Office. Ces mesures extraordinaires en faveur de la population des territoires occupés sont considérées comme une activité distincte, à l'instar du programme de secours d'urgence au Liban, et seront en conséquence traitées distinctement dans les états financiers de 1988.

#### Crédits et dépenses de 1987

8. Comme il est indiqué dans l'état I, le budget de l'Office pour 1987 tel que le Commissaire général l'a présenté dans son rapport annuel à l'Assemblée générale <sup>1/</sup> comprend 178,8 millions de dollars de crédits pour le Fonds général. Les budgets révisés des fonds destinés à des projets s'élèvent à 13,7 millions de dollars pour les activités continues financées et 10 millions de dollars pour les projets d'équipement et les projets spéciaux, le total des crédits du Fonds général et des fonds destinés à des projets s'élevant donc à 202,5 millions de dollars.

---

<sup>1/</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session, Supplément No 13 (A/42/13 et Add.1).

9. L'excédent des dépenses que fait apparaître le Fonds général est essentiellement dû à l'augmentation de la valeur des contributions en nature, une fois libellées en dollars des Etats-Unis par les donateurs. Les dépenses des services éducatifs relevant d'activités continues financées dépassaient le budget de 900 000 dollars environ, en raison de l'augmentation des contributions et des dépenses pour les centres de formation de Ramallah (Rive occidentale). Essentiellement en raison de l'insuffisance des contributions spéciales, l'Office n'a consacré que 4 millions de dollars environ aux projets d'équipement et projets spéciaux, ce qui représentait 40 % environ du budget prévu à cet effet.

10. Le budget du Fonds pour les secours d'urgence au Liban indiqué dans l'état I correspond au montant demandé par le Commissaire général dans son appel aux gouvernements de février 1987 et a été déterminé sur la base d'une étude des besoins en services et de l'estimation préliminaire de leurs coûts. Sur ce montant, l'Office a reçu jusqu'ici près de 15 millions de dollars. Pour les raisons indiquées plus haut, moins de 8 millions de dollars ont été dépensés en 1987, ce qui laisse un solde de 7 millions de dollars pour 1988.

### Résultats financiers

11. Comme il ressort de l'état II, l'Office a clos l'année 1987 avec un excédent des recettes sur les dépenses de 3 millions de dollars au titre du Fonds général. Il convient toutefois de rapprocher cet excédent des déficits importants qui ont été enregistrés les années précédentes et qui imposent à l'Office de consolider sa situation financière en reconstituant progressivement son fonds de roulement largement entamé. Il ressort des états III, V et VI que ce fonds se chiffre actuellement à 25,8 millions de dollars, ce qui reste insuffisant vu l'ampleur des besoins financiers de l'Office, lesquels continuent en outre de croître. A titre d'exemple, les dépenses couvertes par les ressources du Fonds général en 1987 étaient de 10,3 millions de dollars, soit 6 % de plus qu'en 1986.

12. Le fonds de roulement de l'UNRWA n'est pas, statutairement, une réserve d'exploitation, mais il est constitué par le solde du Fonds général, c'est-à-dire la différence entre l'actif et le passif. Le fonds de roulement est utilisé à trois fins : a) faire face à tout déséquilibre temporaire des mouvements de trésorerie en cours d'exercice; b) financer des besoins d'urgence imprévus; et c) faire face, en cas de réduction importante du programme de l'Office, à tout règlement d'engagements exceptionnels. Le niveau actuel du fonds de roulement représente l'équivalent de moins de deux mois de dépenses d'exploitation du Fonds général.

13. L'excédent des recettes sur les dépenses au titre des fonds destinés à des projets, soit 4,1 millions de dollars, est essentiellement imputable au fait qu'en fin d'exercice, les contributions virées du Fonds général au cours du second semestre de 1987 n'avaient pas encore été utilisées. Ces virements, portant sur 4,2 millions de dollars au total, ont été effectués au titre des projets de construction suivants :

- a) Ecole de Muzeireib en Syrie;
- b) Nouveau bureau de zone en Syrie;
- c) Ecole de Wadi Seer en Jordanie;
- d) Ecole de Waqqas en Jordanie;

e) Transfert du Centre de perfectionnement pédagogique d'Amman au Centre de formation d'Amman;

f) Ecole de Yarmouk en Syrie.

Pour des raisons techniques, ces virements comprennent également un montant de 212 000 dollars destinés à l'achat de matériel pour le Centre de formation professionnelle de Gaza (EB).

14. En 1987, 58 projets financés par des contributions spéciales étaient en cours d'exécution. On trouvera dans l'état VII les recettes et les dépenses de chacun des projets et dans l'état VIII l'actif, les sommes à recevoir et le passif pour chacun des fonds correspondants, au 31 décembre 1987.

15. L'état III fait apparaître une augmentation globale des réserves d'exploitation de l'Office. Toutefois, plus de 40 % de ces fonds sont réservés à des fins spéciales ou correspondent à des dépenses déjà engagées à ces fins. L'Office ne pourra donc pas, en cas de besoin, les utiliser pour couvrir les dépenses de ses programmes de base.

16. Les recettes et les dépenses au titre du programme de secours d'urgence au Liban, qui figuraient dans le budget du Fonds général en 1986, font désormais l'objet d'un état distinct, l'état IX, l'actif et le passif du Fonds pour les secours d'urgence au Liban étant indiqués dans l'état X.

17. Les comptes de la Caisse de prévoyance du personnel régional font l'objet des états XI à XIII. Le revenu net des placements de la Caisse est passé de 46,5 millions de dollars en 1986 à 48,6 millions de dollars en 1987, le total de l'actif passant de 341,3 à 399,5 millions de dollars.

18. L'Office continue de procéder aux modifications de la structure administrative et de la politique de placement de la Caisse recommandées par les consultants en matière de placement. Un curateur général a été nommé.

19. Le système de prêts mis en place pour venir en aide aux participants en mettant à leur disposition des fonds destinés au logement et à l'éducation est maintenant dans sa troisième année. Au 31 décembre 1987, l'encours des prêts s'élevait à 5,8 millions de dollars, contre 6,3 millions de dollars en 1986 et 2,3 millions de dollars en 1985.

20. Sur la recommandation du Comité consultatif de la Caisse de prévoyance, l'article 106.1 du règlement du personnel régional a été modifié en 1987 pour permettre aux participants qui cessent d'être employés par l'Office de différer, en tout ou en partie, le retrait définitif de leurs crédits auprès de la Caisse, pour une période pouvant aller jusqu'à quatre ans après la cessation de service. Au 31 décembre 1987, les crédits à ce titre s'élevaient à 4 098 032 dollars pour 89 anciens participants.

## II. RAPPORT DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

### Introduction

1. Conformément à l'article XII du règlement financier de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, le Comité des commissaires aux comptes a vérifié les comptes de l'Office pour l'exercice terminé le 31 décembre 1987.
2. La vérification a été effectuée conformément aux dispositions de l'article XII du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et de l'annexe audit règlement, et conformément aux normes communes de vérification des comptes adoptées par le Groupe de vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Ces vérifications ont été faites au siège de l'Office, à Vienne, et dans les bureaux extérieurs de l'Office en République arabe syrienne et à Gaza.
3. La pratique du Comité des commissaires aux comptes consistant à rendre compte des résultats d'opérations spécifiques de vérification des comptes a été maintenue pendant l'exercice considéré et des lettres contenant des observations et recommandations détaillées concernant les problèmes de gestion ont été adressées à l'Administration. Cette pratique a permis de mener un dialogue continu avec l'Administration.
4. On trouvera ci-après les faits les plus marquants relevés lors de nos opérations de vérification. Nous les avons examinés avec l'Administration, dont les réponses sont indiquées quand il y a lieu.

### Résumé des recommandations

5. Nous recommandons les mesures correctives ci-après, présentées par ordre de priorité :

a) Le règlement financier et les règles de gestion financière de l'Office devraient être révisés de manière à rendre compte de la politique comptable actuelle;

b) Le montant des contributions à recevoir en espèces (contributions annoncées mais non versées en fin d'exercice) devrait être indiqué dans une note accompagnant l'état de l'actif et du passif de l'ensemble des fonds, du Fonds général et du Fonds pour les secours d'urgence au Liban.

### Résumé des conclusions

6. A la suite d'un changement apporté à la politique comptable à la veille de la clôture des comptes de l'exercice 1987, les recettes, qu'elles soient en espèces ou en nature, sont comptabilisées sur la base des encaissements.
7. Par suite de ce qui précède, les états financiers relatifs à 1987 ne sont pas comparables à ceux de l'exercice financier précédent et ne sont pas strictement conformes au règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Office. Cela est indiqué à la récapitulation des principes comptables importants qui est jointe aux états financiers.

8. Les contributions à recevoir, qui n'apparaissent plus dans les états financiers, devraient être indiquées dans une note au bas des états III, V et X.
9. Les autres sommes à recevoir continuent à être comptabilisées sur la base des engagements et cela devrait être indiqué par une nouvelle formulation de la note 1 b) de la récapitulation des principes comptables importants.
10. Le montant indiqué pour le fonds de roulement à l'état III n'est plus comparable à celui indiqué dans le même état, pour l'exercice 1986. Le montant relatif à l'exercice 1986 aurait dû être révisé.
11. Les ajustements aux recettes d'exercices antérieurs imputés aux recettes de 1987 au titre du Fonds général comprennent des sommes à recevoir et à payer relatives à la Caisse de prévoyance du personnel régional, dont les comptes devraient être rigoureusement distingués de ceux de l'Office.
12. L'arriéré des sommes à payer, qui avait déjà augmenté en 1986, s'est encore accru en 1987.
13. Les recettes au titre des contributions volontaires versées aux écoles et au titre de la sous-traitance de services de cantine sont désormais régulièrement portées aux états financiers des fonds destinés à des projets.
14. L'administration et le contrôle des projets doivent être renforcés.
15. Le coût du maintien de l'un des bureaux extérieurs semble contestable compte tenu des services qu'il fournit.
16. Les crédits prévus pour le personnel temporaire ont été utilisés, dans un bureau extérieur, pour pourvoir pour plus de six mois des postes permanents vacants.

#### Etats financiers

17. Dans le cadre du système de comptabilisation retenu par l'Office, un nouveau fonds a été créé en 1987, le Fonds pour les secours d'urgence au Liban, dont l'objet est d'"alléger les souffrances que subissent les réfugiés palestiniens par suite des guerres des camps et, d'une manière générale, des troubles civils dans l'ensemble de cette zone d'opération" (note 1 a) des états financiers).
18. Le Comité des commissaires aux comptes se félicite de voir qu'il a été tenu compte de ses observations antérieures et que les états financiers comprennent un état récapitulatif, au 31 décembre 1987, de l'actif et du passif (état III) concernant à la fois le Fonds général, les fonds destinés à des projets et le Fonds pour les secours d'urgence au Liban.
19. La position de trésorerie de l'Office, telle qu'elle ressort de l'état III, s'élève à 58,4 millions de dollars. Sa position de liquidité au sens large (fonds de roulement ou solde du Fonds général, des fonds destinés à des projets et du Fonds pour les secours d'urgence au Liban augmenté des recettes perçues d'avance) s'établit à 47,5 millions de dollars, dont 21,7 millions de dollars sont déjà réservés à des activités ne relevant pas du programme de base de l'Office. Cependant, les intérêts (3,3 millions de dollars en 1987) perçus sur le placement des ressources réservées, ainsi que les intérêts perçus sur les autres placements viennent s'ajouter au Fonds général (recettes diverses) et peuvent donc être utilisés pour financer des activités relevant du programme de base. De même, les



## Contributions à recevoir

23. Comme il est indiqué plus haut, le Comité des commissaires aux comptes avait appelé l'attention, dans son rapport pour 1986, sur la différence de traitement comptable entre les contributions en espèces et les contributions en nature et sur le fait que la comptabilisation des contributions en nature au moment où celles-ci étaient "utilisées" était en contradiction avec la politique (alors) déclarée qui consistait à comptabiliser les recettes sur la base des engagements. La nouvelle méthode comptable supprime désormais ces différences : toutes les contributions, qu'elles soient en espèces ou en nature, sont comptabilisées sur la base de la gestion; quant aux contributions en nature émanant de gouvernements, d'organisations intergouvernementales, d'organismes des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales, elles sont comptabilisées à la valeur indiquée par le donateur. Aussi les contributions à recevoir ne figurent-elles plus dans les états de l'actif et du passif (état III : Ensemble des fonds, état V : Fonds général et état X : Fonds pour les secours d'urgence au Liban). La seule exception est l'état VIII (Fonds destinés à des projets : actif, sommes à recevoir et passif), où figurent les contributions à recevoir et où il est indiqué que les soldes des fonds sont présentés sous deux formes : sommes à recevoir comprises et sommes à recevoir non comprises. Dans tous les cas (Fonds général, Fonds destinés à des projets, Fonds pour les secours d'urgence au Liban), les contributions annoncées mais non versées ou non reçues (sommes à recevoir) apparaissent dans les tableaux accompagnant les états. Au 31 décembre 1987, les montants en question étaient les suivants (en dollars des Etats-Unis) :

	<u>Fonds général</u>	<u>Fonds destinés à des projets</u>	<u>Fonds pour les secours d'urgence au Liban</u>
Contributions à recevoir en espèces	7 768 346	5 170 031	-
Contributions à recevoir en nature	<u>2 505 643</u>	<u>234 270</u>	<u>502 294</u>
Total	<u><u>10 273 989</u></u>	<u><u>5 404 301</u></u>	<u><u>502 294</u></u>

24. Afin que les états comptables reflètent adéquatement la situation financière de l'Office en fin d'exercice, le Comité recommande qu'à tout le moins, les contributions à recevoir en espèces soient indiquées dans une note accompagnant chacun des états III, V et X. L'Administration a accepté de donner cette précision dans la note 1 b) relative aux états financiers. Tout en reconnaissant qu'il s'agit là d'un progrès, le Comité renouvelle sa recommandation de faire apparaître ces données dans une note au bas de chacun des états pertinents.

25. Dans l'état III, les sommes à recevoir (montant net : 2 574 428 dollars) continuent d'être comptabilisées sur la base des engagements, ce qui n'est pas conforme à la nouvelle politique comptable et entraîne la comptabilisation de catégories d'actifs analogues sur des bases différentes. La présentation des sommes à recevoir étant, sans conteste, importante sur le plan comptable, nous avons recommandé de maintenir cette rubrique et de modifier en conséquence la note 1 b) afin que le nouveau principe comptable soit ainsi défini : "les recettes

(et non 'les recettes et l'actif') de l'Office sont comptabilisées sur la base des encaissements". L'Administration, qui en est convenue, a modifié en conséquence la note 1 b) relative aux états financiers.

26. Etant donné que le fonds de roulement (également dénommé "réserve d'exploitation") représente la différence entre l'actif à court terme et le passif à court terme (états III et VI) et que les contributions à recevoir ne sont plus comptabilisées dans l'actif, la réserve d'exploitation est sous-évaluée par rapport au montant pour 1986 qui figure dans la première colonne de ces états, ce qui rend impossible toute comparaison avec ledit montant. Si les différents montants constitutifs de la réserve pour 1986 avaient été révisés de manière à exclure les contributions à recevoir, les sommes à comparer auraient été les suivantes (en dollars des Etats-Unis) :

<u>Réserve opérationnelle</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>
Fonds général	15 442 746	25 835 121
Fonds destinés à des projets	7 818 153	12 747 239
Fonds pour les secours d'urgence au Liban	-	6 687 064
<b>Total</b>	<u>23 260 899</u>	<u>45 269 424</u>

Le Comité recommande d'apporter cette correction dans une note accompagnant les états financiers. L'Administration a souscrit à ce point de vue et modifié en conséquence la note 1 b) relative aux états financiers.

27. Le changement de politique comptable en 1987 a entraîné l'élimination du poste des contributions à recevoir en nature, dont le montant (950 885 dollars) avait été exceptionnellement comptabilisé en 1986. Le montant reçu à ce titre en 1987 n'ayant été que de 907 764 dollars, il en résulte une surestimation des dépenses imputées au Fonds général pour 1986; celles-ci ont donc dû être réduites de 43 121 dollars en 1987.

#### Ajustements des comptes d'exercices antérieurs

28. Conformément à des recommandations faites précédemment, les ajustements des comptes d'exercices antérieurs sont présentés en chiffres bruts dans un tableau distinct (tableau 5). Compte tenu du changement de politique comptable, ces ajustements ont été, pour ce qui est des recettes, exceptionnellement importants en 1987 (5 251 687 dollars).

29. Ces ajustements résultent, pour l'essentiel, de l'élimination du poste des contributions à recevoir en espèces et en nature (voir par. 27), qui étaient comptabilisées à l'actif dans l'état de l'actif et du passif pour 1986 et qui ne sont plus prises en compte pour 1987. Nous avons toutefois constaté que dans le tableau 5, la rubrique "contributions à recevoir" englobait des ajustements de nature très différente qui auraient dû être présentés séparément afin de conférer plus de précision au tableau.

30. Le tableau 5 comprend aussi des ajustements imputés sur les recettes de 1987 destinés à solder un certain nombre de sommes à recevoir et de sommes à payer. Nous avons cependant constaté - comme nous l'avions déjà dit dans le rapport



pour 1986 - que ces ajustements incorporaient aux états financiers de l'Office des opérations relatives au compte de la Caisse de prévoyance du personnel régional (telles que le versement à des participants, après la cessation de service, de prestations qui, n'ayant pas été réclamées, avaient été créditées au compte du Fonds de roulement de l'Office). De l'avis du Comité, cette comptabilisation est incorrecte car l'Office n'est qu'un dépositaire des avoirs de la Caisse de prévoyance et les opérations de cette dernière devraient être comptabilisées de manière rigoureusement séparée. C'est pourquoi nous recommandons que des mesures correctives soient prises.

31. L'Administration a expliqué qu'à son avis, et la position du Comité et la sienne étaient défendables, et qu'en tout état de cause les montants en question, ne dépassant pas 200 000 dollars, n'avaient guère d'incidence sur les états comptables. Tout en convenant avec l'Administration qu'il n'est pas nécessaire de modifier les états financiers de 1987, nous tenons à renouveler notre recommandation tendant à ce que la pratique actuelle soit corrigée à l'avenir.

#### Sommes à recevoir et à payer

32. Conformément à une recommandation faite précédemment, les sommes à recevoir sont maintenant comptabilisées en chiffres bruts et la provision pour créances irrécouvrables figure sur une ligne séparée.

33. En ce qui concerne les sommes à payer, nous avons constaté que leur montant, déjà élevé au 31 décembre 1986 (7,9 millions de dollars), avait encore augmenté en 1987 : il était de 11 millions de dollars au 31 décembre 1987. Nous avons toutefois noté que, comme suite à une observation analogue formulée dans le rapport sur les comptes de 1986, l'Administration avait commencé à prendre des mesures correctives en 1987.

34. L'Administration a expliqué que des mesures correctives avaient été prises au sujet d'un poste important des comptes de 1986 et que l'augmentation des sommes à payer en 1987 était imputable essentiellement à des commandes en cours ainsi qu'à des augmentations de traitement avec effet rétroactif dans une région géographique déterminée.

#### Stock des centres de production

35. Comme suite à nos observations antérieures, le stock des centres de production (344 228 dollars) a été adéquatement comptabilisé en tant que tel dans l'état V, et n'est plus inscrit au titre des charges payées d'avance. De même, le Comité a noté qu'à compter de 1988, les comptes des centres de production (qui sont tous censés être financièrement autonomes) seraient présentés séparément (voir, à cet égard, la note 1 f) relative aux états financiers).

#### Fonds destinés à des projets

36. Le Comité a constaté qu'en 1987, conformément à ses recommandations antérieures, les recettes provenant de la sous-traitance de services de cantine ainsi que des contributions volontaires versées aux écoles avaient été dûment comptabilisées au titre d'un fonds destiné à des projets.

## Gestion des projets

37. Dans le manuel de gestion des projets, publié en février 1986 et précisant les procédures relatives aux projets ne relevant pas du Fonds général, les méthodes de comptabilisation de ces projets ne sont pas indiquées. De plus, il n'y est fait aucune distinction nette entre, d'une part, les "projets" financés au titre du Fonds général qui, souvent, ne sont autres que des activités continues entraînant des dépenses renouvelables (par exemple des frais d'exploitation ou des bourses d'études) et, d'autre part, les projets proprement dits qui devraient être "des activités temporaires d'une durée ne dépassant pas cinq ans en général" et qu'il faudrait financer à partir de fonds expressément prévus à cette fin. Sur les 56 "projets" en cours indiqués pour Gaza, 13 sont financés au titre du Fonds général et 43 au titre de neuf "fonds destinés à des projets". Qui plus est, un dixième "fonds destiné à des projets", comptabilisé sous la rubrique "Autres projets exécutés à Gaza", est essentiellement affecté au financement de la formation d'enseignants. On notera que quelques-uns de ces projets étaient en cours depuis sept ans au moment de nos vérifications.

38. L'Administration, convenant qu'il était nécessaire d'améliorer la gestion et le contrôle des projets, a fait savoir ce qui suit : "Des mesures ont déjà été prises dans ce sens. Une liste récapitulative des projets a été établie et la définition des divers fonds a été révisée" et précisée. De plus, la gestion des projets est en cours de révision afin d'améliorer la situation.

39. Par ailleurs, en raison de l'inflation et des difficultés d'approvisionnement dans la région couverte par un bureau de zone, les entreprises ont pris l'habitude de présenter de nombreuses requêtes afin d'obtenir une révision en hausse du montant des marchés déjà conclus. C'est le cas notamment de marchés concernant les services de nettoyage, de transport, d'entretien et de construction. Si quelques-unes de ces requêtes ont été rejetées, la plupart ont été acceptées. Or, de pareilles modifications risquent non seulement de fausser la concurrence entre soumissionnaires, mais aussi de nuire à la cohérence même des marchés. Aussi recommandons-nous que tous les marchés conclus par voie d'appel d'offres contiennent une clause fixant les conditions dans lesquelles l'adjudicataire peut bénéficier d'un supplément de prix, ainsi que la méthode de calcul de ce dernier.

### Bureau de zone

40. Nous avons signalé à l'Administration que les activités actuelles de l'un des bureaux de zone ne justifiaient pas les dépenses qu'il entraînait : ces activités se limitaient en effet à la fourniture de manuels scolaires et de services à trois étudiants. Selon l'Administration, cette description ne reflétait nullement les activités du bureau en question dans toute leur étendue. L'Administration s'est référée à un plan à moyen terme dans lequel il était demandé non seulement de maintenir les activités actuelles, mais encore de les développer. Nous avons constaté, néanmoins, que les objectifs assignés au bureau en question sont d'une nature si générale qu'ils ne sauraient, à eux seuls, justifier une expansion. Nous avons l'intention de poursuivre l'examen de cette question avec l'Administration.

### Personnel régional

41. Nous avons constaté que 12 des 15 postes vacants depuis un an dans un bureau de zone ont été pourvus à titre temporaire en janvier 1988. Il ne nous paraît pas opportun, néanmoins, de laisser ces postes sans titulaire pendant une aussi longue période. Qui plus est, le recrutement d'assistants temporaires va à l'encontre des

directives concernant le personnel, qui précisent que les crédits prévus au titre du personnel temporaire ne doivent pas servir à rémunérer des fonctionnaires recrutés sur des postes vacants pour des périodes supérieures à six mois. Nous avons noté, par ailleurs, que les ressources prévues pour recruter du personnel temporaire étaient souvent utilisées pour financer du personnel engagé en fait pour un stage probatoire, ce qui permet aux chefs de département de choisir des employés sans se conformer aux procédures normales de recrutement. L'Administration a souscrit à notre observation et a indiqué que le Département du personnel, au siège de l'UNRWA, étudiait actuellement le problème.

### Caisse de prévoyance du personnel régional

#### Evaluation des placements

42. Le Comité a constaté que, conformément à ses recommandations antérieures, la valeur de réalisation des placements de la Caisse de prévoyance était présentée dans la note 9 a) relative aux états financiers.

#### Dépenses générales d'administration

43. En 1987, les dépenses générales d'administration se sont élevées à 302 934 dollars, soit près du double de leur montant pour 1986 (161 679 dollars).

#### Observations sur les questions traitées dans le rapport pour 1986

44. Comme nous l'avons indiqué dans le présent rapport, l'Office a appliqué les principales recommandations faites dans le rapport du Comité pour 1986.

#### Remerciements

45. Le Comité des commissaires aux comptes tient à remercier le Commissaire général de l'Office, ainsi que ses collaborateurs et les membres de son personnel, de l'aide et de la coopération qu'ils lui ont apportées.

Le Premier Président de la  
Cour des comptes de France,

(Signé) André CHANDERNAGOR

Le Vérificateur général des  
comptes du Ghana,

(Signé) R. T. NELSON

Le Président de la Commission  
de vérification des comptes  
des Philippines,

(Signé) Eufemio C. DOMINGO

### III. OPINION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons examiné les états financiers ci-après, numérotés I à XIII, dûment identifiés, ainsi que les tableaux y relatifs de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient pour l'exercice terminé le 31 décembre 1987. Nous avons notamment effectué un examen général et procédé aux vérifications par sondage des écritures comptables et autres pièces justificatives que nous avons jugées nécessaires en l'occurrence.

A la suite de cet examen, notre opinion est que les états financiers rendent bien compte de la situation financière de l'Office à la fin de l'exercice ainsi que des résultats de ses opérations pendant cette période.

Les états financiers ont été établis conformément aux principes comptables indiqués. Des modifications importantes à ces principes comptables ont été apportées en 1987, comme nous l'avons indiqué dans notre rapport. Les opérations ont été conformes au règlement financier ainsi qu'aux décisions des organes délibérants, sous réserve des incidences des observations figurant au paragraphe 21 de notre rapport.

Le Premier Président de la  
Cour des comptes de France,

(Signé) André CHANDERNAGOR

Le Vérificateur général des  
comptes du Ghana,

(Signé) R. T. NELSON

Le Président de la Commission  
de vérification des comptes  
des Philippines,

(Signé) Eufemio C. DOMINGO

Le 23 juin 1988

**IV. CERTIFICAT ATTESTANT L'EXACTITUDE DES ETATS FINANCIERS**

Le 28 mars 1988

Je certifie que les états financiers de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient figurant en annexe au présent document et numérotés de I à XIII sont exacts.

Le Contrôleur,

**(Signé) Hans Christian CARS**

**V. ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1987**

ETAT I

ENSEMBLE DES FONDS

Crédits et dépenses pour l'exercice terminé le 31 décembre 1987

(En dollars des Etats-Unis)

	Crédits			Dépenses		
	En espèces	En nature	Total	En espèces	En nature	Total
<b>FONDS GENERAL</b>						
<b>Enseignement</b>						
Enseignement primaire	53 065 000	18 000	53 083 000	53 460 445	25 400	53 485 845
Enseignement primaire supérieur	35 172 000	14 000	35 186 000	35 169 205	27 568	35 196 773
Formation professionnelle et technique	8 281 000	791 000	9 072 000	8 003 152	777 303	8 780 455
Autres activités	4 105 000	762 000	4 867 000	4 007 926	762 543	4 770 469
<b>Total partiel</b>	<b>100 623 000</b>	<b>1 585 000</b>	<b>102 208 000</b>	<b>100 640 728</b>	<b>1 592 814</b>	<b>102 233 542</b>
<b>Services sanitaires</b>						
Services médicaux	19 037 000	400 000	19 437 000	17 438 788	517 461	17 956 249
Assainissement	6 100 000	533 000	6 633 000	6 051 439	548 127	6 599 566
Alimentation d'appoint	-	-	-	145 999	1 594 886	1 740 885
<b>Total partiel</b>	<b>25 137 000</b>	<b>933 000</b>	<b>26 070 000</b>	<b>23 636 226</b>	<b>2 660 474</b>	<b>26 296 700</b>
<b>Secours</b>						
Logement	597 000	270 000	867 000	566 864	321 375	888 239
Assistance aux familles nécessiteuses	2 825 000	12 390 000	15 215 000	2 443 844	14 664 272	17 108 116
Secours et assistance sociale	3 579 000	-	3 579 000	3 403 264	927	3 404 191
Ajustements au titre d'exercices antérieurs	-	-	-	-	(43 121)	(43 121)
<b>Total partiel</b>	<b>7 001 000</b>	<b>12 660 000</b>	<b>19 661 000</b>	<b>6 413 972</b>	<b>14 943 453</b>	<b>21 357 425</b>
<b>Services d'exploitation</b>						
Approvisionnement et transports	7 257 000	290 000	7 547 000	7 644 995	236 882	7 881 877
Etudes et plans	1 833 000	-	1 833 000	1 576 526	-	1 576 526
<b>Total partiel</b>	<b>9 090 000</b>	<b>290 000</b>	<b>9 380 000</b>	<b>9 221 521</b>	<b>236 882</b>	<b>9 458 403</b>
<b>Services communs</b>						
Echelons administratifs centraux	9 658 000	-	9 658 000	8 633 456	12	8 633 468
Administration courante	11 824 000	-	11 824 000	13 162 055	535	13 162 590
<b>Total partiel</b>	<b>21 482 000</b>	<b>-</b>	<b>21 482 000</b>	<b>21 795 511</b>	<b>547</b>	<b>21 796 058</b>
<b>Total, Fonds général</b>	<b>163 333 000</b>	<b>15 468 000</b>	<b>178 801 000</b>	<b>161 707 958</b>	<b>19 434 170</b>	<b>181 142 128</b>
<b>FONDS DESTINES A DES PROJETS</b>						
<b>Activités continues financées</b>						
Enseignement	3 014 000	77 000	3 091 000	3 998 141	-	3 998 141
Services sanitaires	4 248 000	6 158 000	10 406 000	4 604 366	5 416 696	10 021 062
Secours	220 000	3 000	223 000	193 292	964	194 256
<b>Total partiel</b>	<b>7 482 000</b>	<b>6 238 000</b>	<b>13 720 000</b>	<b>8 795 799</b>	<b>5 417 660</b>	<b>14 213 459</b>
<b>Projets d'équipement et projets spéciaux</b>						
Enseignement	6 023 000	-	6 023 000	2 473 969	-	2 473 969
Services sanitaires	2 427 000	-	2 427 000	960 974	-	960 974
Secours	513 000	-	513 000	407 031	-	407 031
Services d'exploitation	56 000	-	56 000	81 473	-	81 473
Services communs	1 000 000	-	1 000 000	24 596	-	24 596
<b>Total partiel</b>	<b>10 019 000</b>	<b>-</b>	<b>10 019 000</b>	<b>3 948 043</b>	<b>-</b>	<b>3 948 043</b>
<b>Total, Fonds destinés à des projets</b>	<b>17 501 000</b>	<b>6 238 000</b>	<b>23 739 000</b>	<b>12 743 842</b>	<b>5 417 660</b>	<b>18 161 502</b>
<b>FONDS POUR LES SECOURS D'URGENCE AU LIBAN</b>						
	20 631 635	-	20 631 635	5 215 247	2 900 611	8 115 858
<b>Total général</b>	<b>201 465 635</b>	<b>21 706 000</b>	<b>223 171 635</b>	<b>179 667 047</b>	<b>27 752 441</b>	<b>207 419 488</b>

## ETAT II

## ENSEMBLE DES FONDS

Récesses et dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1987

(En dollars des Etats-Unis)

1986		Fonds général	Fonds destinés à des projets	Fonds pour les secours d'urgence au Liban	Total
RECETTES					
143 191 957	Gouvernements (tableaux 2, 3, 7, 8, 9 et 10)	148 516 252	6 665 156	12 499 646	167 681 054
32 975 784	Organisations intergouvernementales (tableaux 2, 3, 7, 8, 9 et 10)	30 853 943	9 130 609	2 132 841	42 117 393
8 020 532	Organismes des Nations Unies (tableaux 2, 3, 7, 8, 9 et 10)	8 565 520	81 285	9 521	8 656 326
1 569 837	Organisations non gouvernementales (tableaux 2, 3, 7, 8, 9 et 10)	685 098	888 718	125 673	1 699 489
1 059 032	Autres sources (tableaux 2, 3, 7, 8, 9 et 10)	34 044	1 115 533	54 075	1 203 652
-	Virements du Fonds général aux fonds destinés à des projets (tableau 7)	(4 382 027)	4 382 027	-	-
2 170 789	Recettes accessoires (tableau 4)	3 946 272	-	-	3 946 272
-	Ajustements au titre d'exercices antérieurs (tableau 5)	(5 251 687)	-	-	(5 251 687)
929 591	Gains de change	1 160 856	-	-	1 160 856
189 917 522		184 128 271	22 263 328	14 821 756	221 213 355
186 528 244	DEPENSES	181 142 128	18 161 502	8 115 858	207 419 488
3 389 278	Excédent des recettes sur les dépenses	2 986 143	4 101 826	6 705 898	13 793 867



## ETAT III

## ENSEMBLE DES FONDS

Actif et passif au 31 décembre 1987

(En dollars des Etats-Unis)

1986		Fonds général	Fonds destinés à des projets	Fonds pour les secours d'urgence au Liban	Total
<b>ACTIF</b>					
34 707 989	Encaisse et disponible en banque	33 755 928	17 430 313	7 240 454	58 426 695
Contributions à recevoir :					
8 974 359	En espèces	-	-	-	-
1 185 679	En nature	-	-	-	-
1 772 355	Sommes à recevoir, moins provision pour créances irrécouvrables	2 574 428	-	-	2 574 428
378 507	Dépenses payées d'avance et avances aux fournisseurs	412 493	16 029	-	428 522
102 185	Stocks des centres de production	344 228	-	-	344 228
264 821	A recevoir des fonds destinés à des projets (état VIII)	1 071 271	-	-	1 071 271
20 096	A recevoir de la Caisse de prévoyance du personnel régional	381 358	-	-	381 358
-					
<b>47 405 991</b>		<b>38 539 706</b>	<b>17 446 342</b>	<b>7 240 454</b>	<b>63 226 502</b>
<b>PASSIF ET RESERVE</b>					
<u>Passif</u>					
8 172 841	Sommes à payer	11 025 451	335 184	553 390	11 914 025
3 571 435	Réserve pour engagements non réglés	1 658 291	1 031 643	-	2 689 934
1 975 957	Recettes perçues d'avance :	20 843	2 260 006	-	2 281 848
264 821	A payer au Fonds général	-	1 071 271	-	1 071 271
<b>13 985 054</b>		<b>12 704 585</b>	<b>4 699 103</b>	<b>553 390</b>	<b>17 957 078</b>
<u>Réserve</u>					
33 420 937	Fonds de roulement (réserve d'exploitation) (états VI, VIII et X)	25 835 121	12 747 239	6 687 064	45 269 424
<b>47 405 991</b>		<b>38 539 706</b>	<b>17 446 342</b>	<b>7 240 454</b>	<b>63 226 502</b>

ETAT IV

FONDS GENERAL

Recettes et dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1987

(En dollars des Etats-Unis)

1986		En espèces	En nature	Total
<b>RECETTES</b>				
170 339 680	Versements et fournitures reçues (tableaux 2 et 3)	168 269 803	20 385 054	188 654 857
A déduire :				
-	Virements aux fonds destinés à des projets	(4 382 027)	-	(4 382 027)
170 339 680		163 887 776	20 385 054	184 272 830
2 892 710	Recettes accessoires (tableau 4)	3 946 272	-	3 946 272
(721 921)	Ajustements au titre d'exercices antérieurs (tableau 5)	(4 300 802)	(950 885)	(5 251 687)
929 591	Gains de change	1 160 856	-	1 160 856
173 440 060		164 694 102	19 434 169	184 128 271
<b>DEPENSES</b>				
168 647 896	Programme ordinaire (tableau 1)	161 561 960	18 790 168	180 352 128
2 172 928	Allocation au projet d'alimentation d'appoint	145 999	1 594 886	1 740 885
-	Ajustements au titre d'exercices antérieurs (tableau 5)	-	(950 885)	(950 885)
170 820 824		161 707 959	19 434 169	181 142 128
2 619 236	Excédent des recettes sur les dépenses	2 986 143	-	2 986 143

ETAT V

FONDS GENERAL

Actif et passif au 31 décembre 1987

(En dollars des Etats-Unis)

1986		1987
<b>ACTIF</b>		
22 695 588	Encaisse et disponible en banque	33 755 928
Contributions à recevoir : (tableaux 2 et 3)		
6 455 347	En espèces	-
950 885	En nature	-
1 772 355	Sommes à recevoir, moins provision pour créances irrécouvrables	2 914 245 339 817
		2 574 428
362 656	Dépenses payées d'avance et avances aux fournisseurs	412 493
102 185	Stocks des centres de production	344 228
264 821	A recevoir des fonds destinés à des projets (état VIII)	1 071 271
20 096	A recevoir de la Caisse de prévoyance du personnel régional	381 358
32 623 933		38 539 706
<b>PASSIF ET RESERVE</b>		
<u>Passif</u>		
7 924 643	Sommes à payer	11 025 451
1 825 877	Réserve pour engagements non réglés	1 658 291
24 435	Recettes perçues d'avance	20 843
9 774 955		12 704 585
<u>Réserve</u>		
22 848 978	Fonds de roulement (réserve d'exploitation) (état VI)	25 835 121
32 623 933		38 539 706

ETAT VI

FONDS GENERAL

Fonds de roulement (réserve d'exploitation) pour l'exercice terminé  
le 31 décembre 1987

(En dollars des Etats-Unis)

1986		1987
19 357 996	Solde au 1er janvier	22 848 978
	<u>A ajouter :</u>	
2 619 236	Excédent des recettes sur les dépenses	2 986 143
871 746	Economies réalisées lors du règlement d'engagements d'exercices antérieurs	-
<u>22 848 978</u>	Solde au 31 décembre	<u>25 835 121</u>

Tableau 1

FONDS GENERAL

Dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1987

(En dollars des Etats-Unis)

	En espèces	En nature	Total
<b>ENSEIGNEMENT</b>			
<u>Enseignement primaire</u>	53 460 445	25 400	53 485 845
<u>Enseignement primaire supérieur</u>	35 169 205	27 568	35 196 773
<u>Formation professionnelle et technique</u>			
<u>Formation dispensée dans les centres de l'Office</u>			
Centre de formation professionnelle de Gaza	1 460 400	46 416	1 506 816
Centre de formation de Siblin	532 313	-	532 313
Centre de formation professionnelle de Damas	1 010 852	66 180	1 077 032
Centre de formation de Wadi Seer	1 809 423	291 466	2 100 889
Centre de formation d'Amman	1 529 352	50 095	1 579 447
Centre de formation professionnelle de Kalandia	1 030 336	35 662	1 065 998
<u>Formation dispensée hors des centres de l'Office mais subventionnée par celui-ci</u>			
Enseignement commercial	13 354	-	13 354
Formation artisanale des adultes	5 101	-	5 101
<u>Enseignement supérieur</u>			
Bourses d'études supérieures à Gaza	48 971	-	48 971
Bourses d'études supérieures au Liban	6 557	-	6 557
Bourses d'études supérieures en République arabe syrienne	20 141	-	20 141
Bourses d'études supérieures en Jordanie	120 542	-	120 542
Bourses d'études supérieures sur la Rive occidentale	42 904	-	42 904

Tableau 1 (suite)

	En espèces	En nature	Total
<u>Services de placement</u>	60 764	-	60 764
<u>Dépenses communes de formation</u>	312 142	287 484	599 626
<u>Autres activités</u>	4 007 926	762 543	4 770 469
<b>Total, enseignement</b>	<b>100 640 728</b>	<b>1 592 814</b>	<b>102 233 542</b>
<b>SERVICES SANITAIRES</b>			
<u>Services médicaux</u>			
Pharmacies	370 167	-	370 167
Laboratoires	462 127	213	462 340
Dispensaires	8 758 149	202 196	8 960 345
Centres de santé maternelle	285 245	9 823	295 068
Hôpitaux	2 965 689	16 268	2 981 957
Lutte contre la tuberculose	135 201	84 159	219 360
Hygiène mentale	6 871	-	6 871
Soins dentaires	457 870	11 102	468 972
Hygiène scolaire	288 494	-	288 494
Education sanitaire	191 248	-	191 248
Hôpital Augusta Victoria	2 009 393	-	2 009 393
Administration	1 508 334	193 700	1 702 034
<u>Assainissement</u>			
Drainage des eaux de surface	129 676	-	129 676
Evacuation des ordures et des eaux ménagères	5 185 898	561	5 186 459
Approvisionnement en eau	450 437	453 786	904 223
Lutte contre les insectes et les rongeurs	56 510	-	56 510
Administration	228 918	93 780	322 698
<u>Allocation au projet d'alimentation d'appoint</u>			
	145 999	1 594 886	1 740 885
<b>Total, services sanitaires</b>	<b>23 636 226</b>	<b>2 660 474</b>	<b>26 296 700</b>

Tableau 1 (suite)

	En espèces	En nature	Total
<b>SECOURS</b>			
<u>Logement</u>			
Construction et entretien de logements	443 107	-	443 107
Amélioration des routes et des camps	123 220	-	123 220
Location de camps	537	321 375	321 912
<u>Assistance aux familles nécessiteuses</u>			
Fournitures	152 173	14 479 860	14 632 033
Frais de distribution	383 928	3 037	386 965
Dépenses diverses	1 907 743	181 375	2 089 118
<u>Secours et assistance sociale</u>			
Contrôle de la qualité	94 798	-	94 798
Immatriculation et contrôle des listes	730 699	-	730 699
Centre d'apprentissage (couture)	407 535	490	408 025
Centre d'apprentissage (menuiserie)	20 931	-	20 931
Activités de jeunes	50 752	437	51 189
Activités féminines	104 862	-	104 862
Formation des jeunes handicapés	124 674	-	124 674
Projet d'activités rémunératrices	1 695	-	1 695
Administration	1 867 318	-	1 867 318
Soldes non répartis des contributions pour 1986 reçues en 1987 pour certains produits alimentaires et le remboursement de divers frais de manutention	-	907 764	907 764
Ajustements de dépenses d'exercices antérieurs	-	(950 885)	(950 885)
<b>Total, secours</b>	<b>6 413 972</b>	<b>14 943 453</b>	<b>21 357 425</b>
<b>SERVICES D'EXPLOITATION</b>			
<u>Approvisionnement et transports</u>			
Entreposage des approvisionnements	1 849 068	6 812	1 855 880
Entretien des véhicules	1 055 485	870	1 056 355
Transport de personnes	1 675 985	-	1 675 985
Transport de marchandises	1 202 130	145 074	1 347 204
Opérations dans les ports	253 021	84 043	337 064
Administration	1 609 306	83	1 609 389

Tableau 1 (suite)

	En espèces	En nature	Total
<u>Etudes et plans</u>	1 576 526	-	1 576 526
T <sup>o</sup> tal, services d'exploitation	9 221 521	236 882	9 458 403
<b>SERVICES COMMUNS</b>			
<u>Echelons administratifs centraux</u>			
Administration de l'Office	642 507	-	642 507
Administration des bureaux de zone	1 878 399	-	1 878 399
Administration régionale	949 545	-	949 545
Administration des camps	605 694	12	605 706
Information	1 692 195	-	1 692 195
Relations extérieures	597 139	-	597 139
Planification et évaluation des programmes	460 249	-	460 249
Vérification interne et externe des comptes	706 489	-	706 489
Contentieux	516 658	-	516 658
Bureau de liaison de New York	193 874	-	193 874
Bureau du Caire	52 761	-	52 761
Service temporaire pour le Liban, Larnaca	337 946	-	337 946
<u>Administration courante</u>			
Personnel	2 253 205	-	2 253 205
Services administratifs	4 375 764	216	4 375 980
Finances	3 125 900	-	3 125 900
Traitement électronique de l'information	2 130 462	-	2 130 462
Services de protection	1 164 125	-	1 164 125
Centres de production, dépenses d'équipement	55 225	319	55 544
Entretien des bâtiments	568 488	-	568 488
Recettes provenant des fonds d'appui aux programmes administratifs centraux	(511 114)	-	(511 114)
T <sup>o</sup> tal, services communs	21 795 511	547	21 796 058
T <sup>o</sup> tal général	161 707 958	19 434 170	181 142 128



## Tableau 2

## FONDS GENERAL

## Rapport sur les contributions en espèces au 31 décembre 1987

(En dollars des Etats-Unis)

Donateur	Nature de la contribution	Solde au 1er jan. 1987 pour 1986 et les exercices antérieurs	Contributions annoncées en 1987		Total partiel	Versements reçus en 1987	Solde au 31 déc. 1987
			En monnaie locale	En dollars E.-U.			
<b>Gouvernements</b>							
Allemagne, République fédérale d'	Contribution spéciale	-	2 350 000	1 288 024	1 288 024	1 288 024	-
			6 727 000	3 705 346	3 705 346	3 705 346	-
Arabie saoudite	Pour 1986	-		1 200 000	1 200 000	1 200 000	-
Argentine		14 100	-	-	14 100	14 100	-
Australie		-	250 000	172 435	172 435	172 435	-
Autriche		-	-	145 000	145 000	145 000	-
Bahreïn		-	-	15 000	15 000	-	15 000
Bangladesh		-	-	5 000	5 000	-	5 000
Barbade		1 000	-	1 000	2 070	1 000	1 000
Belgique		-	18 000 000	478 215	478 215	478 215	-
Birmanie		-	-	1 000	1 000	1 000	-
Brsil		-	-	20 000	20 000	10 000	10 000
Cameroun		6 000	-	-	6 000	-	6 000
Canada		-	8 750 000	6 626 213	6 626 213	6 626 213	-
				15 685	15 685	15 685	-
Chili		-	-	5 000	5 000	-	5 000
Chine		-	-	50 000	50 000	50 000	-
Chypre		-	1 000	2 242	2 242	-	2 242
Corée, République de		-	-	5 000	5 000	5 000	-
Danemark		-	12 000 000	1 648 012	1 648 012	1 648 012	-
Egypte		-	10 000	4 505	4 505	-	4 505
Emirats arabes unis	Pour 1983	800 000	-	-	800 000	-	800 000
Espagne		-	180 000 000	1 448 628	1 448 628	1 448 628	-
Etats-Unis d'Amérique		-	-	67 000 000	67 000 000	67 000 000	-
Finlande	Contribution supplémentaire	-	5 000 000	1 089 805	1 089 805	1 089 805	-
		-	1 700 000	393 419	393 419	393 419	-
France	Contribution supplémentaire	-	9 580 000	1 569 977	1 569 977	1 569 977	-
		-	100 000	17 547	17 547	-	17 547
Grèce		-	-	65 000	65 000	65 000	-
Inde		16 470	-	16 333	32 803	32 803	-
Indonésie		8 000	-	-	8 000	8 000	-
Iran (République islamique d')		30 000	-	-	30 000	-	30 000
Irlande		-	-	372 500	372 500	372 500	-
Islande		-	-	9 500	9 500	3 500	-
Italie		-	7 000 000 000	5 473 539	5 473 539	4 618 938	854 601
	Pour le Centre de formation professionnelle de Goza	-	-	1 614 400	1 614 400	-	1 614 000
Jamahiriya arabe libyenne	Pour 1982	1 250 000	-	-	1 250 000	-	1 250 000
	Pour 1981 (contribution supplémentaire)	3 000 000	-	-	3 000 000	-	3 000 000
Jamaïque		3 000	-	3 000	6 000	6 000	-
Japon		-	-	9 500 000	9 500 000	9 500 000	-
Koweït		-	-	600 000	600 000	600 000	-
	Contribution supplémentaire pour 1986	-	-	500 000	500 000	500 000	-
		600 000	-	-	600 000	600 000	-
Liban		-	-	100	100	100	-
Luxembourg		-	169 000	10 486	10 486	-	10 486
Malaisie		-	-	5 000	5 000	5 000	-
Maldives		-	-	1 000	1 000	1 000	-
Maurice		-	-	1 324	1 324	1 324	-
Mexique		-	-	3 000	3 000	-	3 000
		600	-	-	600	600	-
Monaco		-	15 000	2 517	2 517	2 517	-
Norvège		-	64 000 000	9 413 993	9 413 993	9 413 993	-
	Pour la construction d'écoles	-	2 000 000	303 027	303 027	303 027	-
Nouvelle-Zélande		-	250 000	150 250	150 250	150 250	-
Oman		25 000	-	-	25 000	-	25 000
Pakistan		-	350 000	20 272	20 272	20 272	-
Pays-Bas		-	6 060 000	2 946 363	2 946 363	2 946 363	-

Tableau 2 (suite)

Donateur	Nature de la contribution	Solde au 1er jan. 1987 pour 1986 et les exercices antérieurs	Contributions annoncées en 1987		Total partiel	Versements reçus en 1987	Solde au 31 déc. 1987
			En monnaie locale	En dollars E.-U.			
Philippines		-		2 000	2 000	2 000	-
Portugal		-		15 000	15 000	15 000	-
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		-	5 000 000	7 859 000	7 859 000	7 859 000	-
Saint-Siège	Contribution spéciale	-		2 500	2 500	2 500	-
		-		12 000	12 000	12 000	-
Sénégal		-		4 000	4 000	4 000	-
	Pour 1984	5 000		-	5 000	5 000	-
	Pour 1985	5 000		-	5 000	5 000	-
		5 000		-	5 000	5 000	-
Seychelles		300		-	300	-	300
Suède		-		500	500	-	500
Suisse		-	75 000 000	11 652 410	11 652 410	11 652 410	-
Thaïlande		-	3 000 000	1 953 125	1 953 125	1 953 125	-
Togo		-	360 500	13 881	13 881	13 881	-
		624		-	624	624	-
		746		-	746	-	746
Tunisie		-	8 085	10 019	10 019	-	10 019
	Pour 1986	9 671		-	9 671	9 671	-
	Pour 1984	7 616		-	7 616	-	7 616
Turquie		-		35 000	35 000	-	35 000
Uruguay		30 000		-	30 000	-	30 000
Venezuela		-		1 000	1 000	-	1 000
		-		10 000	10 000	10 000	-
Total, gouvernements		6 326 127	139 489 092	145 815 219	138 076 257	7 738 962	-
<u>Organisations inter-gouvernementales</u>							
Communauté économique européenne	Pour l'enseignement	-	20 000 000	22 610 000	22 610 000	22 610 000	-
Total, organisations intergouvernementales		-	22 610 000	22 610 000	22 610 000	-	-
<u>Organismes des Nations Unies</u>							
Dépenses de personnel international		-		7 164 244	7 164 244	7 138 860	25 384
Réserve en espèces pour d'autres créances		-		44 943	44 943	44 943	-
Total, organismes des Nations Unies		-	7 209 187	7 209 187	7 183 803	25 384	-
<u>Organisations non gouvernementales</u>							
APHEDA - Australie		-		14 482	14 482	14 482	-
Arabian American Oil Co. (ARAMCO)		-		156 000	156 000	156 000	-
Australian Care for Refugees (AUSTCARE)		-		2 319	2 319	2 319	-
Calouste Gulbenkian Foundation		-		13 363	13 363	13 363	-
Caritas (Suisse et Allemagne)		-		10 000	10 000	10 000	-
Conseil finlandais pour les réfugiés		-		12 385	12 385	12 385	-
Conseil norvégien pour les réfugiés		114 615		24 657	139 272	139 272	-
CGRSO (Nouvelle- Zélande)		772		-	772	772	-
Deutsche Stiftung für UNO Flüchtlings-hilfe		11 833		3 009	14 842	14 842	-
Fédération nationale des associations japonaises pour l'Unesco		-		16 144	16 144	16 144	-
		-		6 304	6 304	6 304	-
Total, organisations non gouvernementales		127 220	258 663	385 883	385 883	-	-

Tableau 2 (suite)

Donateur	Nature de la contribution	Solde au 1er jan. 1987 pour 1986 et les exercices antérieurs	Contributions annoncées en 1987		Total partiel	Versements reçus en 1987	Solde au 31 déc. 1987
			En monnaie locale	En dollars E.-U.			
<b>Autres sources</b>							
Jordan Travel Bureau		-		6 493	6 493	6 493	-
Turkish Cypriot People a/ Donateurs divers		2 000		2 000	4 000	-	4 000
		-		7 367	7 367	7 367	-
	Total, autres sources	2 000		15 860	17 860	13 860	4 000
	Total général	6 455 347		169 582 802	176 038 149	168 269 803	7 768 346

a/ Le nom du donateur est celui qui a été utilisé lorsque la contribution a été annoncée; il ne reflète, ou ne saurait être considéré comme reflétant aucune opinion de l'UNRWA.

Tableau 3

## FONDS GENERAL

Rapport sur les contributions en nature au 31 décembre 1987

(En dollars des Etats-Unis)

Donateur	Nature de la contribution	Solde au 1er janv. 1987 pour 1986 et les exercices antérieurs	Contributions annoncées en 1987		Livraisons ou paiements effectués en 1987	Solde au 31 déc. 1987
			En dollars E.-U.	Total partiel		
<u>Gouvernements</u>						
France	Loyer	-	5 138	5 138	5 138	-
Inde	Fourniture d'articles de sport	-	3 720	3 720	3 720	-
Israël	Services portuaires	-	80 945	80 945	80 945	-
	Services de transport	-	145 057	145 057	145 057	-
	Eau	-	68 900	68 900	68 900	-
Italie	Farine (3 500 tonnes)	-	817 960	817 960	817 960	-
Japon	Farine (20 702 tonnes)	-	5 125 000	5 125 000	4 640 584	484 416
	Frais d'expédition	-	2 375 000	2 375 000	2 375 000	-
	Véhicules et pièces détachées pour le Centre de formation professionnelle de Wadi Seer	-	216 665	216 665	216 665	-
Jordanie	Loyer	-	182 141	182 141	182 141	-
	Eau	-	384 796	384 796	384 796	-
Liban	Loyer, services de laboratoire et de radiologie	-	1 279	1 279	1 279	-
République arabe syrienne	Loyer	-	110 591	110 591	110 591	-
	Remboursement de frais portuaires	704	2 603	3 307	2 870	437
	Remboursement de frais de transport	2 662	11 017	13 679	12 043	1 636
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Petit équipement pour dispensaires	-	6 502	6 502	6 502	-
Sri Lanka	Thé (livré c.f. ports de l'Office)	-	2 000	2 000	2 000	-
Suisse	Farine (4 000 tonnes livrées c.a.f. ports de l'Office)	-	2 500 000	2 500 000	1 368 804	1 191 196
Yougoslavie	Fournitures diverses	-	25 000	25 000	25 000	-
		25 000	-	25 000	25 000	-
	Total, gouvernements	28 366	12 089 314	12 117 680	10 439 995	1 677 685
<u>Organisations intergouvernementales</u>						
Communauté économique européenne	Remboursement des frais de manutention (351 000 ECU)	-	393 442	393 442	373 534	19 908
	Beurre émulsionné (1 223 tonnes)	-	2 298 823	2 298 823	2 298 823	-
	Riz (1 672 tonnes)	-	427 348	427 348	427 348	-
	Lait écrémé (1 415 tonnes)	-	1 700 080	1 700 080	1 700 080	-
	Sucre (1 530 tonnes)	-	464 377	464 377	464 377	-
	Huile de tournesol (5 tonnes)	-	3 994	3 994	3 994	-
	Espèces pour l'achat de 2 208 tonnes d'autres produits alimentaires	754 179	-	754 179	754 179	-
	Remboursement des frais de manutention pour 3 698 tonnes de produits de base (251 464 ECU)	21 140	-	21 140	-	21 140
	Remboursement des frais de manutention pour 2 208 tonnes de produits alimentaires (150 144 ECU)	147 200	-	147 200	147 200	-
	Beurre émulsionné	-	1 664	1 664	1 664	-
	Espèces pour l'achat de 2 360 tonnes d'autres produits alimentaires	-	2 708 855	2 708 855	2 072 744	636 111
	Remboursement des frais de manutention	-	150 799	150 799	-	150 799
	Total, organisations intergouvernementales	922 519	8 149 382	9 071 901	8 243 943	827 958
<u>Organismes des Nations Unies</u>						
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco)	Personnel	-	1 040 664	1 040 664	1 040 664	-
Organisation mondiale de la santé (OMS)	Personnel	-	287 480	287 480	287 480	-
	Matériel de radiologie	-	53 573	53 573	53 573	-
	Total, organismes des Nations Unies	-	1 381 717	1 381 717	1 381 717	-

Tableau 3 (suite)

Donateur	Nature de la contribution	Solde au 1er janv. 1987 pour 1986 et les exercices antérieurs	Contributions annoncées en 1987 En dollars E.-U.	Total partiel	Livraisons ou paiements effectués en 1987	Solde au 31 déc. 1987
<b>Organisations non gouvernementales</b>						
Agence japonaise de coopération internationale	Tour	-	29 977	29 977	29 977	-
Autorités de Gaza	Loyer	-	102 508	102 508	102 508	-
	Fournitures médicales	-	28 177	28 177	28 177	-
Service chrétien mondial	Couvertures	-	15 000	15 000	15 000	-
Donateurs divers	Fournitures médicales	-	123 553	123 553	123 553	-
	<b>Total, organisations non gouvernementales</b>	-	<b>299 215</b>	<b>299 215</b>	<b>299 215</b>	-
<b>Autres sources</b>						
Hopital sans frontières	Fournitures médicales	-	6 088	6 088	6 088	-
Donateurs divers	Loyer, etc.	-	14 096	14 096	14 096	-
	<b>Total, autres sources</b>	-	<b>20 184</b>	<b>20 184</b>	<b>20 184</b>	-
	<b>Total général</b>	<b>950 885</b>	<b>21 939 812</b>	<b>22 890 697</b>	<b>20 385 054</b>	<b>2 505 643</b>

Tableau 4

FONDS GENERAL

Recettes accessoires pour l'exercice terminé le 31 décembre 1987

(En dollars des Etats-Unis)

Nature	Montant
Intérêts bancaires	3 346 138
Vente d'emballages vides et de matériel hors d'usage	66 609
Remboursement des dépenses d'administration de la Caisse de prévoyance du personnel régional	160 980
Bénéfices provenant d'activités productrices de recettes (tableau 6)	150 751
Frais généraux récupérés sur des achats pour le compte de tiers	94 997
Recouvrement d'indemnités auprès de compagnies d'assurance et autres créances	48 147
Autres recettes	78 650
	<u>3 946 272</u>

Tableau 5

FONDS GENERAL

Ajustements des comptes d'exercices antérieurs

(En dollars des Etats-Unis)

	En espèces	En nature	Total
Sommes à recevoir	122 603	-	122 603
Sommes à payer	1 194 122	-	1 194 122
Contributions à recevoir	(6 570 682)	(950 885) <u>a/</u>	(7 521 567)
Economies réalisées lors du règlement d'engagements d'exercices antérieurs	953 155	-	953 155
	<u>(4 300 802)</u>	<u>(950 885)</u>	<u>(5 251 687)</u>

a/ Montant qui n'a pas été perçu en 1986 mais qui a été comptabilisé au titre des recettes et des dépenses de ladite année.

Tableau 6

FONDS GENERAL

Centres de production et de vente, exercice terminé le 31 décembre 1987

(En dollars des Etats-Unis)

	Centre de broderie	Centre de menuiserie	Centre d'impri- merie	Boulan- gerie	Cartes de voeux et calendriers	Total
<u>Dépenses de production et dépenses d'équipement</u>	240 160	316 590	404 223	83 940	9 940	1 054 853
Dépenses ventilées :						
Imputées sur d'autres activités	(109 962)	(261 365)	(247 414)	(83 940)	-	(702 681)
Imputées sur les centres de vente	(130 198)	-	(156 809)	-	(9 940)	(296 947)
Dépenses non ventilées :						
Construction et matériel	-	(55 225)	-	-	-	(55 225)
<u>Ventes</u>	120 810	-	424 333	-	13 270	558 413
Coût des marchandises vendues	(130 198)	-	(267 524)	-	(9 940)	(407 662)
Bénéfices nets sur les ventes virés aux recettes	(9 388)	-	156 809	-	3 330	150 751



ETAT VII

FONDS DESTINES A DES PROJETS

Recettes et dépenses pour l'exercice terminé le 31 décembre 1987

(En dollars des Etats-Unis)

Projet	Solde des fonds au 1er janvier 1987		Contributions		Total partiel	Dépenses		Total Ajustements	Solde des fonds au 31 décembre 1987		
	En espèces	En nature	En espèces	En nature		En espèces	En nature				
<b>ACTIVITES CONTINUES FINANCEES</b>											
Alimentation d'appoint	298 210	-	4 532 000	5 650 966	10 182 966	10 481 176	4 531 167	5 416 696	9 947 863	(44 946)	488 367
Equipe mobile de santé, Gaza	-	-	59 920	-	59 920	59 920	69 446	-	69 446	-	(9 526)
Centre de Gaza pour les aveugles	-	-	359 792	964	360 756	360 756	193 292	964	194 256	43 427	209 927
Centre de formation de Ramallah	121 811	-	3 674 222	-	3 674 222	3 796 033	3 880 291	-	3 880 291	30 230	(54 028)
Centre de formation professionnelle, Gaza	-	-	212 000	-	212 000	212 000	-	-	-	-	212 000
Bourses d'études supérieures, ARAMCO	61 019	-	64 000	-	64 000	125 019	63 948	-	63 948	-	61 071
Clinique dentaire mobile, Jordanie	-	-	57 239	-	57 239	57 239	53 711	-	53 711	-	3 528
Clinique dentaire, polyclinique d'Aman	-	-	7 000	-	7 000	7 000	3 944	-	3 944	-	3 056
<b>Total partiel</b>	<b>481 040</b>	<b>-</b>	<b>8 966 173</b>	<b>5 651 930</b>	<b>14 618 103</b>	<b>15 099 143</b>	<b>8 795 799</b>	<b>5 417 660</b>	<b>14 213 459</b>	<b>28 711</b>	<b>914 395</b>
<b>PROJETS D'EQUIPEMENT ET PROJETS SPECIAUX</b>											
Installations sanitaires scolaires, Gaza	239 907	-	-	-	-	239 907	199 597	-	199 597	-	40 310
Hôpital de Qalqilia, Rive occidentale	134 410	-	117 647	-	117 647	252 057	122 292	-	122 299	-	129 765
Construction d'écoles, Rive occidentale	110 065	-	-	-	-	110 065	39 514	-	39 514	153 741	224 292
Projet d'activités tuteuratrices, Gaza	18 887	-	21 532	-	21 532	40 419	22 364	-	22 364	-	18 055
Projet d'activités tuteuratrices, Rive occidentale	14 091	-	22 504	-	22 504	36 595	22 812	-	22 812	(6)	13 777
Construction d'une école, Gaza	593 161	-	-	-	-	593 161	222 450	-	222 450	-	370 711
Programme préscolaire, Gaza	20	-	-	-	-	20	-	-	-	(20)	-
Programme préscolaire destiné aux mères, Gaza	11 767	-	-	-	-	11 767	-	-	-	(11 767)	-
Centre communautaire polyvalent., Liban	34 500	-	-	-	-	34 500	7 315	-	7 315	-	27 185
Autres projets à Gaza	570 902	-	936 636	-	936 636	1 507 538	569 184	-	569 184	-	938 354
Projets d'auto-assistance, Rive occidentale	7 221	-	-	-	-	7 221	2 734	-	2 734	4 975	9 462
OPEP - Phase II	88 167	-	-	-	-	88 167	-	-	-	-	88 167
OPEP - Phase III	4 350	-	-	-	-	4 350	17 455	-	17 455	14 940	1 835
OPEP - Phase IV	121 251	-	-	-	-	121 251	102 042	-	102 042	1 247	20 456
OPEP - Phase V	546 000	-	-	-	-	546 000	517 726	-	517 726	-	28 274
OPEP - Phase VI	-	-	250 000	-	250 000	250 000	140 168	-	140 168	-	109 832
Hôpital Augusta Victoria, Rive occidentale	180 000	-	-	-	-	180 000	182 700	-	182 700	-	(2 700)

Projet	Solde des fonds au 1er janvier 1987		Contributions		Total partiel	Dépenses		Total Ajustements	Solde des fonds au 31 décembre 1987
	En espèces	En nature	En espèces	En nature		En espèces	En nature		
Construction d'une école de garçons, Jordanie	500 000	-	-	-	500 000	115 492	-	115 492	384 508
Construction d'une école de filles, Jordanie	-	500 000	-	-	500 000	-	-	-	500 000
Bourses d'études de la CEE, Gaza	1 383	-	-	-	1 383	-	-	-	1 383
Projets divers	908 417	399 633	-	-	1 308 050	619 858	-	619 858	688 192
Construction d'une école à Ya'bad, Rive occidentale	-	288 600	-	-	288 600	23 548	-	23 548	265 052
Centre de Baqa'a pour les handicapés	-	13 022	-	-	13 022	3 555	-	3 555	9 467
Construction d'écoles, ensemble de l'Office	436 768	-	-	-	436 768	138 408	-	138 408	530 652
Travaux divers de construction, 1984	707 125	-	-	-	707 125	366 613	-	366 613	363 578
Nouveau bureau de zone en Syrie	-	1 700 000	-	-	1 700 000	-	-	-	1 700 000
Ecole de Museireib en Syrie	-	825 000	-	-	825 000	-	-	-	825 000
Ecole de Wedi Seer en Jordanie	-	515 000	-	-	515 000	-	-	-	515 000
Ecole de Maqas en Jordanie	-	662 000	-	-	662 000	-	-	-	662 000
Transfert du Centre de perfectionnement pédagogique de Jordanie	-	165 000	-	-	165 000	-	-	-	165 000
Installations sanitaires scolaires, Gaza	-	56 926	-	-	56 926	44 158	-	44 158	12 768
Projet communautaire de Jarash, Jordanie	2 013	37 179	-	-	39 192	39 052	-	39 052	140
Projet communautaire de Suf, Jordanie	486	32 300	-	-	32 786	18 968	-	18 968	13 818
Centre de Husn pour les handicapés, Jordanie	-	12 386	-	-	12 386	14 201	-	14 201	(1 815)
Reconstruction au Liban	4 853 640	-	-	-	4 853 640	262 451	-	262 451	4 971 271
Centre d'apprentissage (couture) de Chatila, Liban	6 388	-	-	-	6 388	-	-	-	6 388
Installation de médecine scolaire, Gaza et Rive occidentale	-	297 334	-	-	297 334	110 595	-	110 595	186 739
Rénovation du Centre de formation Professionnelle de Gaza	-	964 375	-	-	964 375	-	-	-	964 375
Clinique spécialisée de Baqa'a	-	12 000	-	-	12 000	10 072	-	10 072	1 928
Annexe sanitaire du camp de Marka	-	134 500	-	-	134 500	-	-	-	134 500
Ecole mixte de Burelj, Gaza	-	38 400	-	-	38 400	1 773	-	1 773	36 627
Adductions d'eau et égouts pour les cas particulièrement nécessaires	-	12 828	-	-	12 828	10 867	-	10 867	1 961
Dispensaire de Jarash, construction	-	140 000	-	-	140 000	-	-	-	140 000
Centre d'apprentissage (couture) du camp d'Askar, Rive occidentale	-	47 945	-	-	47 945	79	-	79	47 866
Centre de santé du camp de Baqa'a, Jordanie	-	134 500	-	-	134 500	-	-	-	134 500

Projet	Solde des fonds au 1er janvier 1987		Contributions		Total partiel	Dépenses		Solde des fonds au 31 décembre 1987
	En espèces	En nature	En espèces	En nature		En espèces	En nature	
Bâtiments et installations scolaires, Gaza	-	1 114 923	-	-	1 114 923	-	-	1 114 923
Rééducation des handicapés, Liban	-	15 000	-	-	15 000	-	-	15 000
Assistance scolaire bénévole	-	499 272	-	-	499 272	-	-	499 272
Clinique ophtalmologique, Gaza	-	26 250	-	-	26 250	-	-	26 250
Construction d'une école à Yarmouk	-	303 027	-	-	303 027	-	-	303 027
<b>Total partiel</b>	10 090 919	10 295 719	-	-	20 386 638	3 948 043	-	17 237 145
<b>Total général</b>	10 571 959	19 261 832	5 651 930	24 913 822	35 485 761	12 743 842	5 417 660	18 161 502
								827 261
								18 151 540

ETAT VIII

FONDS DESTINES A DES PROJETS

Actif, sommes à recevoir et passif au 31 décembre 1987

(En dollars des Etats-Unis)

Projet	Liquidités	Contributions à recevoir	Charges payées d'avance	Total, actif	Sommes à payer	Réserve pour engagements non réglés	Recettes perçues d'avance	Sommes à verser au Fonds général	Total, passif	Solde des fonds	
										Y compris sommes à recevoir	Non compris sommes à recevoir
<b>ACTIVITES CONTINUES FINANCEES</b>											
Alimentation d'appoint	378 052	234 270	-	612 322	8 610	115 345	-	-	123 955	488 367	254 097
Equipe mobile de santé, Gaza	-	-	-	-	-	-	-	9 526	9 526	(9 526)	(9 526)
Centre de Gaza pour les aveugles	-	364 412	-	364 412	983	-	-	153 502	154 485	209 927	(154 485)
Centre de formation de Ramallah	3 188 791	-	319	3 189 110	70 061	912 072	2 261 005	-	3 243 138	(54 020)	(54 028)
Centre de formation professionnelle, Gaza	212 000	-	-	212 000	-	-	-	-	-	212 000	212 000
Bourses d'études supérieures, ARAMCO	61 817	-	15 710	77 527	15 306	1 150	-	-	16 456	61 071	61 071
Clinique dentaire mobile, Jordanie	3 528	-	-	3 528	-	-	-	-	-	3 528	3 528
Clinique dentaire, polyclinique d'Amman	3 056	-	-	3 056	-	-	-	-	-	3 056	3 056
<b>Total partiel</b>	<b>3 847 244</b>	<b>598 682</b>	<b>16 029</b>	<b>4 461 955</b>	<b>94 960</b>	<b>1 028 567</b>	<b>2 261 005</b>	<b>163 028</b>	<b>3 547 560</b>	<b>914 395</b>	<b>315 713</b>
<b>PROJETS D'EQUIPEMENT ET PROJETS SPECIAUX</b>											
Installations sanitaires scolaires, Gaza	-	96 000	-	96 000	-	-	-	55 690	55 690	40 310	(55 690)
Hôpital de Qalqilia, Rive occidentale	129 765	-	-	129 765	-	-	-	-	-	129 765	129 765
Construction d'écoles, Rive occidentale	-	421 500	-	421 500	4 156	-	-	193 052	197 208	224 292	(197 208)
Projet d'activités rémunératrices, Gaza	21 131	-	-	21 131	-	3 076	-	-	3 076	18 055	18 055
Projet d'activités rémunératrices, Rive occidentale	13 777	-	-	13 777	-	-	-	-	-	13 777	13 777
Construction d'écoles, Gaza	-	433 000	-	433 000	-	-	-	62 289	62 289	370 711	(62 289)
Programme préscolaire, Gaza	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Programme préscolaire destiné aux mères, Gaza	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Centre communautaire polyvalent, Liban	-	34 500	-	34 500	-	-	-	7 315	7 315	27 185	(7 315)
Autres projets à Gaza	938 354	-	-	938 354	-	-	-	-	-	938 354	938 354
Projets d'auto-assistance, Rive occidentale	9 462	-	-	9 462	-	-	-	-	-	9 462	9 462
OPEP - Phase II	-	90 204	-	90 204	-	-	-	2 037	2 037	88 167	(2 037)
OPEP - Phase III	1 835	-	-	1 835	-	-	-	-	-	1 835	1 835
OPEP - Phase IV	-	258 450	-	258 450	-	-	-	237 994	237 994	20 456	(237 994)
OPEP - Phase V	-	246 000	-	246 000	16 780	-	-	200 946	217 726	28 274	(217 726)
OPEP - Phase VI	-	224 000	-	224 000	50 175	-	-	63 993	114 168	109 832	(114 168)
Hôpital Augusta Victoria, Rive occidentale	-	60 000	-	60 000	-	-	-	62 700	62	(2 700)	(62 700)
Construction d'une école de garçons, Jordanie	384 508	-	-	384 508	-	-	-	-	-	384 508	384 508
Construction d'une école de filles, Jordanie	500 000	-	-	500 000	-	-	-	-	-	500 000	500 000
Bourses d'études de la CEE, Gaza	-	21 795	-	21 795	-	-	-	20 412	20 412	1 383	(20 412)

ETAT VIII (suite)

Projet	Liquidités	Contributions à recevoir	Charges payées d'avance	Total, actif	Sommes à payer	Réserve pour engagements non réglés	Recettes perçues d'avance	Sommes à verser au Fonds général	Total, passif	Solde des fonds	
										Y compris sommes à recevoir	Non compris sommes à recevoir
Projets divers	689 906	-	-	689 906	1 714	-	-	-	1 714	688 192	688 192
Construction d'une école à Ya'bad, Rive occidentale	40 452	224 600	-	265 052	-	-	-	-	-	265 052	40 452
Centre de Saja'a pour les handicapés	9 467	-	-	9 467	-	-	-	-	-	9 467	9 467
Construction d'écoles, ensemble de l'Office	563 710	-	-	563 710	33 058	-	-	-	33 058	530 652	530 652
Travaux divers de construction, 1984	473 032	-	-	473 032	109 454	-	-	-	109 454	363 576	363 576
Nouveau bureau de zone en Syrie	1 700 000	-	-	1 700 000	-	-	-	-	-	1 700 000	1 700 000
Ecole de Muzaireib en Syrie	825 000	-	-	825 000	-	-	-	-	-	825 000	825 000
Ecole de Wadi Seer en Jordanie	515 000	-	-	515 000	-	-	-	-	-	515 000	515 000
Ecole de Waqqas en Jordanie	662 000	-	-	662 000	-	-	-	-	-	662 000	662 000
Transfert du Centre de perfectionnement pédagogique de Jordanie	165 000	-	-	165 000	-	-	-	-	-	165 000	165 000
Installations sanitaires scolaires, Gaza	12 768	-	-	12 768	-	-	-	-	-	12 768	12 768
Projet communautaire de Jarash, Jordanie	140	-	-	140	-	-	-	-	-	140	140
Projet communautaire de Suf, Jordanie	13 818	-	-	13 818	-	-	-	-	-	13 818	13 818
Centre de Husn pour les handicapés, Jordanie	-	-	-	-	-	-	-	1 815	1 815	(1 815)	(1 815)
Reconstruction au Liban	4 971 271	-	-	4 971 271	-	-	-	-	-	4 971 271	4 971 271
Centre d'apprentissage (couture) de Chatila, Liban	6 388	-	-	6 388	-	-	-	-	-	6 388	6 388
Installations de médecine scolaire, Gaza et Rive occidentale	211 626	-	-	211 626	24 887	-	-	-	24 887	186 739	186 739
Rénovation du Centre de formation professionnelle de Gaza	-	964 375	-	964 375	-	-	-	-	-	964 375	-
Clinique spécialisée de Baqa'a	1 928	-	-	1 928	-	-	-	-	-	1 928	1 928
Annexe sanitaire du camp de Marka	76 000	58 500	-	134 500	-	-	-	-	-	134 500	76 000
Ecole mixte de Bureij, Gaza	36 627	-	-	36 627	-	-	-	-	-	36 627	36 627
Adductions d'eau et égouts pour les cas particulièrement nécessaires	1 961	-	-	1 961	-	-	-	-	-	1 961	1 961
Dispensaire de Jarash, construction	140 000	-	-	140 000	-	-	-	-	-	140 000	140 000
Centre d'apprentissage (couture) du camp d'Ankar, Rive occidentale	47 866	-	-	47 866	-	-	-	-	-	47 866	47 866
Centre de santé du camp de Baqa'a, Jordanie	76 000	58 500	-	134 500	-	-	-	-	-	134 500	76 000
Bâtiments et installations scolaires, Gaza	-	1 114 923	-	1 114 923	-	-	-	-	-	1 114 923	-
Rééducation des handicapés, Liban	15 000	-	-	15 000	-	-	-	-	-	15 000	15 000
Assistance scolaire bénévole	-	499 272	-	499 272	-	-	-	-	-	499 272	-
Clinique ophtalmologique, Gaza	26 250	-	-	26 250	-	-	-	-	-	26 250	26 250
Construction d'une école à Yarmouk	303 027	-	-	303 027	-	-	-	-	-	303 027	303 027
<b>Total partiel</b>	<b>503 069</b>	<b>4 805 619</b>	<b>18 388 648</b>	<b>240 224</b>	<b>335 184</b>	<b>1 031 643</b>	<b>2 261 005</b>	<b>1 071 271</b>	<b>4 659 103</b>	<b>17 237 145</b>	<b>12 431 526</b>
<b>Total général</b>	<b>17 430 313</b>	<b>5 404 301</b>	<b>16 079 228</b>	<b>22 850 643</b>	<b>335 184</b>	<b>1 031 643</b>	<b>2 261 005</b>	<b>1 071 271</b>	<b>4 659 103</b>	<b>17 151 540</b>	<b>12 747 239</b>

Tableau 7

## FONDS DESTINES A DES PROJETS

Rapport sur les contributions en espèces au 31 décembre 1987

(En dollars des Etats-Unis)

Projet	Donateur	Nature de la contribution	Solde dû au 1er janvier 1987 pour 1986 et les exercices antérieurs	Contributions annoncées pour 1987	Total partiel	Versements reçus en 1987	Solde au 31 décembre 1987
<b>ACTIVITES CONTINUES FINANCEES</b>							
Alimentation d'appoint	Communauté économique européenne	Frais de fonctionnement	-	4 532 000	4 532 000	4 532 000	-
Equipe mobile de santé, Gaza	Rådka Barnen	Education sanitaire des jeunes filles	23 437	59 920	83 357	83 357	-
		Frais de fonctionnement	7 663	-	7 663	7 663	-
Centre de Gaza pour les aveugles	Mission pontificale Risho Kosel Kal		42 604	193 293	235 897	37 985	197 912
			-	166 500	166 500	-	166 500
Centres de formation de Ramallah	Rådka Barnen Danemark		-	115 630	115 630	115 630	-
		Installation d'un système de chauffage	-	3 082 025	3 082 025	3 082 025	-
			-	476 568	476 568	476 568	-
Bourses d'études supérieures, ARAMCO	ARAMCO		-	64 000	64 000	64 000	-
Clinique dentaire mobile, Jordanie	Conseil des Eglises du Proche-Orient		-	57 239	57 239	57 239	-
Clinique dentaire, polyclinique d'Amman	Conseil des Eglises du Proche-Orient		-	7 000	7 000	7 000	-
Total partiel			73 704	9 754 175	8 827 879	8 463 467	364 412
<b>PROJETS D'EQUIPEMENT ET PROJETS SPECIAUX</b>							
Installations sanitaires scolaires, Gaza	AGFUND	Rénovation des installations sanitaires	240 000	-	240 000	144 000	96 000
Hôpital de Qalqilia, Rive occidentale	Anonyme	Travaux de rénovation	-	117 647	117 647	117 647	-
Construction d'écoles, Rive occidentale	AGFUND	Construction et équipement de trois écoles sur la Rive occidentale	626 500	-	626 500	205 000	421 500
Projet d'activités rémunératrices, Gaza	Co-operation for Development (Royaume-Uni)		-	21 532	21 532	21 532	-
Projet d'activités rémunératrices, Rive occidentale	Co-operation for Development (Royaume-Uni)		-	22 504	22 504	22 504	-
Construction d'écoles, Gaza	AGFUND	Construction de salles de classes	600 000	-	600 000	167 000	433 000
Programme préscolaire, Gaza	American Friends Service Committee		58 670	-	58 670	58 670	-
Centre communautaire polyvalent du camp d'El Buss, Liban	Co-operation for Development (Royaume-Uni)		22 500	-	22 500	-	22 500
	Save the Children Fund (Royaume-Uni)		12 000	-	12 000	-	12 000
Autres projets à Gaza	Donateurs divers		-	936 636	936 636	936 636	-
Projets d'auto- assistance, Rive occidentale	AGFUND		80 000	-	80 000	80 000	-
OPEP - Phase II	Fonds de l'OPEP		90 204	-	90 204	-	90 204
OPEP - Phase IV	Fonds de l'OPEP		258 450	-	258 450	-	258 450
OPEP - Phase V	Fonds de l'OPEP		246 000	-	246 000	-	246 000
OPEP - Phase VI	Fonds de l'OPEP		-	250 000	250 000	26 000	224 000
Hôpital Augusta Victoria	Fonds de l'OPEP		180 000	-	180 000	120 000	60 000
Construction d'écoles, Jordanie	Japon		-	500 000	500 000	500 000	-

Tableau 7 (suite)

Projet	Donateur	Nature de la contribution	Solde dû au 1er janvier 1987 pour 1986 et les exercices antérieurs	Contributions annoncées pour 1987	Total partiel	Versements regus en 1987	Solde au 31 décembre 1987
Bourses d'études de la CEE, Gaza	Communauté européenne		21 795	-	21 795	-	21 795
Projets divers	Pays-Bas		-	399 633	399 633	399 633	-
Construction d'écoles, Rive occidentale	AGFUND		-	288 600	288 600	64 000	224 600
Centre de Baqa'a pour les handicapés	Diakonia		-	13 022	13 022	13 022	-
Installations sanitaires scolaires, Gaza	Conseil des Eglises du Proche-Orient		4 043	56 926	60 969	60 969	-
Projet communautaire de Jarash, Jordanie	Conseil norvégien pour les réfugiés OXFAM (Royaume-Uni)		5 145	-	5 145	5 145	-
Projet communautaire de Suf, Jordanie	OXFAM (Royaume-Uni)		-	37 179	37 179	37 179	-
Projet communautaire de Suf, Jordanie	OXFAM (Royaume-Uni)		-	32 300	32 300	32 300	-
Centre de Husn pour les handicapés, Jordanie	Mennonite Central Committee OXFAM (Royaume-Uni)		-	4 386	4 386	4 386	-
Projets dans les domaines de la santé et de l'édu- cation, Gaza et Rive occidentale	Canada		-	8 000	8 000	8 000	-
Rénovation du Centre de formation profession- nelle de Gaza	Communauté européenne		-	297 334	297 334	297 334	-
Clinique spécialisée de Baqa'a	Conseil des Eglises du Proche-Orient		-	964 375	964 375	-	964 375
Annexe de santé mater- nelle et infantile du camp de Marka	AGFUND		-	12 000	12 000	12 000	-
Construction de deux salles de classes à Bureij, Gaza	Save the Children Fund (Royaume-Uni)		-	134 500	134 500	76 000	58 500
Adductions d'eau et égouts pour les cas particulièrement nécessiteux, Jordanie	Conseil des Eglises du Proche-Orient		-	38 400	38 400	38 400	-
Centre secondaire de santé maternelle et infantile du camp de Baqa'a	AGFUND		-	12 828	12 828	12 828	-
Appui à la rééducation des handicapés et des personnes âgées, Liban	Office des Nations Unies à Vienne		-	134 500	134 500	76 000	58 500
Dispensaire de Jarash, Jordanie	Conseil danois pour les réfugiés		-	15 000	15 000	15 000	-
Clinique ophtalmologique, Gaza	Soka Gakkai (Japon)		-	40 000	140 000	140 000	-
Bâtiments scolaires et autres installations, Gaza	Suède		-	26 250	26 250	26 250	-
Activités féminines et Centre d'apprentissage (couture) du camp d'Askar, Rive occidentale	AUSTCARE		-	1 114 923	1 114 923	-	1 114 923
<b>Total partiel</b>			<b>2 445 307</b>	<b>5 626 420</b>	<b>8 071 727</b>	<b>3 765 380</b>	<b>4 306 347</b>
<b>PROJETS FINANCES SUR LE FONDS GENERAL</b>							
Nouveau bureau de zone en Syrie	n.d.		-	1 700 000	1 700 000	1 700 000	-
Ecole de Muzeireib en Syrie	n.d.		-	825 000	825 000	825 000	-
Ecole de Wadi Seer en Jordanie	n.d.		-	515 000	515 000	515 000	-

Tableau 7 (suite)

Projet	Donateur	Nature de la contribution	Solde dû au 1er janvier 1987 pour 1986 et les exercices antérieurs	Contributions annoncées pour 1987	Total partiel	Versements reçus en 1987	Solde au 31 décembre 1987
Ecole de Waqqas en Jordanie	n.d.		-	662 000	662 000	662 000	-
Transfert du Centre de perfectionnement péda- gogique de Jordanie	n.d.		-	165 000	165 000	165 000	-
Centre de formation professionnelle, Gaza	Italie		-	212 000	212 000	212 000	-
Construction d'une école à Yarmouk	Norvège		-	303 027	303 027	303 027	-
<b>Total partiel</b>			-	<b>4 382 027</b>	<b>4 382 027</b>	<b>4 382 027</b>	-
<b>Total général</b>			<b>2 519 011</b>	<b>18 762 622</b>	<b>21 281 633</b>	<b>16 610 874</b>	<b>4 670 759</b>



Tableau B

## FONDS DESTINES A DES PROJETS

Rapport sur les contributions en nature au 31 décembre 1987

(En dollars des Etats-Unis)

Projet	Donateur	Nature de la contribution	Solde dû au 1er janvier 1987 pour 1986 et les exercices antérieurs	Contributions annoncées pour 1987	Total partiel	Livraisons ou paiements effectués en 1987	Solde au 31 décembre 1987
<b>ACTIVITES CONTINUES FINANCEES</b>							
Alimentation d'appoint	Communauté européenne	Beurre émulsionné (277 tonnes)	-	520 666	520 666	520 666	-
		Riz (128 tonnes)	-	32 716	32 716	32 716	-
		Lait écrémé (1 581 tonnes)	-	1 894 169	1 894 169	1 894 169	-
		Sucre (470 tonnes)	-	142 652	142 652	142 652	-
		Huile de tournesol (45 tonnes)	-	35 942	35 942	35 942	-
	Montant en espèces pour l'achat de 592 tonnes de denrées alimen- taires	199 794	-	199 794	199 794	-	
	Montant en espèces pour l'achat de 690 tonnes de denrées alimen- taires	-	1 048 940	1 048 940	814 670	234 270	
	Suisse	Lait entier (300 tonnes)	-	1 856 209	1 856 209	1 856 209	-
		Remboursement des frais d'expédition	-	53 387	53 387	53 387	-
	Organisation mondiale de la santé	Services fournis par le personnel	-	66 285	66 285	66 285	-
Centre de Gaza pour les aveugles	Association Valentin Hauy	Matériaux pour travaux d'artisanat	-	964	964	964	-
Total partiel			199 794	5 651 930	5 851 724	5 617 454	234 270
<b>PROJETS D'EQUIPEMENT ET PROJETS SPECIAUX</b>							
Ecole de filles au camp de Baqa'a	Ibrahim et Muhammad El-Zaben		35 000	-	35 000	35 000	-
Total partiel			35 000	-	35 000	35 000	-
Total général			234 794	5 651 930	5 886 724	5 652 454	234 270

Etat IX

## FONDS POUR LES SECOURS D'URGENCE AU LIBAN

Recettes et dépenses pour l'exercice terminé le 31 décembre 1987

(En dollars des Etats-Unis)

	En espèces	En nature	Total
<b>RECETTES</b>			
Gouvernements (Tableaux 9 et 10)	11 867 070	632 576	12 499 646
Organisations intergouvernementales (Tableau 10)	-	2 132 841	2 132 841
Organismes des Nations Unies (Tableau 9)	-	9 521	9 521
Organisations non gouvernementales (Tableau 10)	-	125 673	125 673
Autres sources (Tableau 9)	54 075	-	54 075
	<u>11 921 145</u>	<u>2 900 611</u>	<u>14 821 756</u>
<b>DEPENSES</b>			
Rations	1 564 114	1 716 049	3 280 163
Autres fournitures de secours d'urgence	1 136 772	459 915	1 596 687
Frais de transport	82 063	69 758	151 821
Services d'urgence dans les camps	277 831	-	277 831
Dépenses de personnel	493 272	-	493 272
Véhicules et leurs frais de fonctionnement	190 106	421 021	611 127
Services sanitaires	900 323	233 868	1 134 191
Réparation de routes et d'abris	197 055	-	197 055
Réparation d'installations de l'Office	12 406	-	12 406
Remplacement de fournitures et de mobilier scolaires	361 305	-	361 305
	<u>5 215 247</u>	<u>2 900 611</u>	<u>8 115 858</u>
Excédent des recettes sur les dépenses	<u>6 705 898</u>	<u>-</u>	<u>6 705 898</u>

Etat X

FONDS POUR LES SECOURS D'URGENCE AU LIBAN

Actif et passif au 31 décembre 1987

(En dollars des Etats-Unis)

---

ACTIF

Disponible en banque 7 240 454

PASSIF

Passif 553 390

Réserve d'exploitation 6 687 064

7 240 454

---

Tableau 9

FONDS POUR LES SECOURS D'URGENCE AU LIBAN

Rapport sur les contributions en espèces au 31 décembre 1987

(En dollars des Etats-Unis)

Donateurs	Contributions annoncées en 1987		Total partiel	Versements reçus en 1987	Solde au 31 décembre 1987
	En monnaie locale	En dollars des Etats-Unis			
<u>Gouvernements</u>					
Allemagne, République fédérale d'	300 000	164 384	164 384	164 384	-
Australie	250 000	170 500	170 500	170 500	-
Autriche	200 000	15 625	15 625	15 625	-
Canada	1 000 000	749 561	749 561	749 561	-
Etats-Unis d'Amérique	-	3 000 000	3 000 000	3 000 000	-
Finlande	1 000 000	218 966	218 966	218 966	-
France	1 000 000	162 417	162 417	162 417	-
Italie	7 000 000 000	5 372 218	5 372 218	5 372 218	-
Japon	50 000 000	334 113	334 113	334 113	-
Koweït	-	900 000	900 000	900 000	-
Luxembourg	-	52 845	52 845	52 845	-
Pays-Bas	-	189 974	189 974	189 974	-
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	250 000	403 000	403 000	403 000	-
Suisse	200 000	133 467	133 467	133 467	-
<b>Total, gouvernements</b>		<b>11 867 070</b>	<b>11 867 070</b>	<b>11 867 070</b>	<b>-</b>
<u>Autres sources</u>					
Juma'Al-Majid	-	43 036	43 036	43 036	-
Hamid Ja'oufar	-	8 772	8 772	8 772	-
Donateurs divers	-	2 267	2 267	2 267	-
<b>Total, autres sources</b>		<b>54 075</b>	<b>54 075</b>	<b>54 075</b>	<b>-</b>
<b>Total général</b>		<b>11 921 145</b>	<b>11 921 145</b>	<b>11 921 145</b>	<b>-</b>

Tableau 10

FONDS POUR LES SECOURS D'URGENCE AU LIBAN

Rapport sur les contributions en nature au 31 décembre 1987

(En dollars des Etats-Unis)

Donateur	Nature de la contribution	Contributions annoncées en 1987		Total partiel	Livraisons ou paiements effectués en 1987	Solde au 31 déc. 1987
		En monnaie locale	En dollars des Etats-Unis			
<b><u>Gouvernements</u></b>						
Allemagne, République fédérale d'	Fournitures médicales		32 162	32 162	32 162	-
Autriche	Fournitures médicales		82 802	82 802	82 802	-
Italie	Produits divers		116 360	116 360	116 360	-
Suède	Achat de six camions Volvo et d'une ambulance Volvo	2 500 000	401 252	401 252	401 252	-
<b>Total, gouvernements</b>			<b>632 576</b>	<b>632 576</b>	<b>632 576</b>	<b>-</b>
<b><u>Organisations intergouvernementales</u></b>						
Communauté européenne	Couvertures et hospitalisations d'urgence		1 752 000	1 752 000	1 752 000	-
	Fournitures médicales	405 000	502 294	502 294	-	502 294
	Farine (1 000 tonnes)		281 083	281 083	281 083	-
	Remboursement de frais de manutention		69 758	69 758	69 758	-
Conseil des Ministres arabes de la santé	Achat de fournitures médicales		30 000	30 000	30 000	-
<b>Total, organisations intergouvernementales</b>			<b>2 635 135</b>	<b>2 635 135</b>	<b>2 132 841</b>	<b>502 294</b>
<b><u>Organismes des Nations Unies</u></b>						
UNICEF	Groupe électrogène		9 521	9 521	9 521	-
<b>Total, organismes des Nations Unies</b>			<b>9 521</b>	<b>9 521</b>	<b>9 521</b>	<b>-</b>
<b><u>Organisations non gouvernementales</u></b>						
Croissant-Rouge (Turc)	Produits divers		17 000	17 000	17 000	-
Croix-Jaune belge	Ambulance Renault		19 769	19 769	19 769	-
	Fournitures médicales		6 281	6 281	6 281	-
Humedica, Allemagne	Fournitures médicales		82 623	82 623	82 623	-
<b>Total, organisations non gouvernementales</b>			<b>125 673</b>	<b>125 673</b>	<b>125 673</b>	<b>-</b>
<b>Total général</b>			<b>3 402 905</b>	<b>3 402 905</b>	<b>2 900 611</b>	<b>502 294</b>

ETAT XI

CAISSE DE PREVOYANCE DU PERSONNEL REGIONAL

Compte de répartition des recettes pour l'exercice  
terminé le 31 décembre 1987

(En dollars des Etats-Unis)

1986		1987
26 466 766	Solde au 1er janvier	45 222 883
	<u>A ajouter :</u>	
8 086 161	Virement opéré sur l'excédent non réparti	-
34 552 927		45 222 883
	<u>A déduire :</u>	
33 809 944	Intérêts crédités aux comptes des participants en activité	43 163 420
742 983	Solde	2 059 463
	<u>A ajouter :</u>	
46 478 686	Revenu net des placements (tableau 10)	48 603 891
	<u>A ajouter :</u>	
-	Gains nets de change sur les versements aux participants ayant quitté l'Office	(14 889)
46 478 686		48 589 002
	<u>A déduire :</u>	
161 679	Dépenses générales d'administration	302 934
46 317 007		48 286 068

ETAT XI (suite)

1986

1987

A déduire :

12 433

Dépenses d'administration au  
titre du système de prêts

13 463

46 304 574

Revenu net

48 272 605

47 047 557

Total partiel

50 332 068

A ajouter :

533 553

Virement opéré sur l'excédent  
non réparti

-

47 581 110

50 332 068

A déduire :

2 358 227

Intérêts versés sur les crédits  
ayant fait l'objet de retraits  
pendant l'exercice

2 048 949

45 222 883

Solde au 31 décembre

48 283 119

ETAT XII

CAISSE DE PREVOYANCE DU PERSONNEL REGIONAL

Excédent non réparti de l'exercice terminé le 31 décembre 1987

(En dollars des Etats-Unis)

1986		1987
8 826 161	Solde au 1er janvier	10 000
	<u>A déduire :</u>	
8 086 161	Virement aux recettes à répartir	-
740 000		10 000
	<u>A déduire :</u>	
196 447	Versements aux participants ayant quitté l'Office	7 682
543 553		2 318
	<u>A déduire :</u>	
533 553	Virement aux recettes de l'exercice en cours	-
10 000	Solde au 31 décembre	2 318



ETAT XIII

CAISSE DE PREVOYANCE DU PERSONNEL REGIONAL

Actif et passif au 31 décembre 1987

(En dollars des Etats-Unis)

1986		1987
<b>ACTIF</b>		
Placements :		
76 254 753	Bank of America, Londres	89 516 436
83 726 372	Bankers Trust, Londres	100 634 246
95 427 549	First National Bank of Chicago, Genève	105 000 040
79 570 764	Creditanstalt Bankverein, Vienne	98 554 007
6 282 341	Système de prêts	5 770 175
341 261 779		399 474 904
	Dépenses de développement différées au titre du système de prêts	-
10 000		-
341 271 779		399 474 904
<b>PASSIF</b>		
Crédits des participants en activité :		
69 456 504	Crédits en dollars des Etats-Unis (Gaza)	81 587 291
34 189 528	Crédits en dollars des Etats-Unis (Liban)	37 283 074
32 833 336	Crédits en dollars des Etats-Unis (République arabe syrienne)	38 603 224
148 424 634	Crédits en dinars jordaniens (Jordanie et Rive occidentale) 58 834 537 dinars jordaniens à un taux de change de 0,335	175 625 484
9 448 469	Crédits en schillings autrichiens (siège, Vienne) 122 316 568 schillings autrichiens à un taux de change de 11,10	11 019 511
294 352 471		344 118 584

ETAT XIII (suite)

1986

1987

Crédits des retraités

-	Crédits en dollars des Etats-Unis (Gaza)	1 494 951	
-	Crédits en dollars des Etats-Unis (Liban)	239 035	
-	Crédits en dollars des Etats-Unis (République arabe syrienne)	535 094	
-	Crédits en dinars jordaniens (Jordanie et Rive occidentale) 269 039 dinars jordaniens à un taux de change de 0,325	803 103	
-	Crédits en schillings autrichiens (siège, Vienne) 11 386 923 schillings autrichiens à un taux de change de 11,10	1 025 849	4 098 032
1 733 473	Crédits des anciens participants		2 589 865
20 096	Sommes à verser au Fonds général de l'Office		381 358
(67 144)	Solde des ajustements de change		1 628
	Excédent :		
45 222 883	Recettes à répartir (état XI)		48 283 119
10 000	Excédent non réparti (état XII)		2 318
<u>341 271 779</u>			<u>399 474 904</u>



Note 1 - Récapitulation de principes comptables importants

a) L'Office utilise un système de comptabilité par fonds qu'il applique aux fonds ou groupes de fonds suivants :

- i) Le Fonds général sert à couvrir les dépenses de fonctionnement inhérentes aux activités de base de l'Office, c'est-à-dire ses programmes ordinaires dans les domaines de l'éducation, de la santé et des services de secours, ainsi que le coût des services d'exploitation et services communs, y compris la gestion et l'administration courante. Les contributions versées au Fonds général ne sont pas liées à une activité précise.
- ii) Les fonds destinés à des projets relèvent de deux catégories : les activités continues financées et les projets d'équipement et projets spéciaux. La première catégorie regroupe les activités définies comme ayant une durée indéterminée et qui, en l'absence de contributions spéciales, doivent être financées par l'Office sur ses propres ressources. Elles sont traitées à peu près de la même manière que les activités relevant du Fonds général. La seconde catégorie comprend les fonds affectés aux projets de construction ou à d'autres projets d'équipement ou projets spéciaux qui ont généralement un caractère non renouvelable, l'achat de certains matériels par exemple. Les fonds relevant de cette seconde catégorie et destinés à couvrir les dépenses renouvelables relatives à des activités proposées par les donateurs au titre des ressources extra-budgétaires n'engagent en rien l'Office pour ce qui est de la poursuite de ces activités s'il cesse de recevoir des contributions à cet effet.
- iii) Le Fonds pour les secours d'urgence au Liban a été créé en 1987 en vue d'alléger les souffrances que subissent les réfugiés palestiniens par suite des guerres des camps et, d'une manière générale, des troubles civils dans l'ensemble de cette zone d'opération.
- iv) La Caisse de prévoyance du personnel régional a été créée comme fonds de retraite pour le personnel régional. Tant l'Office que le personnel lui-même cotisent à la Caisse.

Une contribution versée à des fins spéciales et acceptée en tant que telle, et qui est donc allouée aux fonds destinés à un projet précis ou au Fonds pour les secours d'urgence au Liban, ne peut être transférée à aucun autre fonds sans le consentement du donateur. Il en va de même pour la Caisse de prévoyance, qui ne peut, en tout ou en partie, servir à d'autres fins que celles pour lesquelles elle a été créée. En revanche, les contributions versées au Fonds général, sans restriction quant à leur utilisation, peuvent - si la situation financière le permet et le Commissaire général estime judicieux de le faire - servir à financer des projets pour lesquels on n'a pu obtenir de contributions spéciales. En pareil cas, une partie des contributions au Fonds général peut être virée aux fonds destinés à des projets. Le système de comptabilité par fonds appliqué par l'Office permet d'identifier intégralement les recettes et les dépenses par objet et d'établir une distinction complète de l'actif et du passif de chacun des fonds.

Les contributions ou allocations aux fonds destinés à des projets sont versées à chaque fonds concerné, lequel constitue une entité financière et comptable séparée, dotée d'une comptabilité autonome à double entrée. Il est établi un état financier distinct par fonds.

b) Les recettes de l'Office au titre des contributions sont comptabilisées sur la base de la gestion tandis que ses dépenses le sont sur la base de l'exercice. (Il y a donc changement par rapport à la politique antérieure qui consistait à comptabiliser également sur la base de l'exercice les recettes en espèces provenant des gouvernements.) Cette méthode est conforme à la volonté de l'Office de faire en sorte que sa comptabilité se fonde sur le principe de la continuité des opérations et repose essentiellement sur la prudence.

Cette modification de la politique comptable a pour effet que les contributions à recevoir au 31 décembre 1987 ne sont pas portées en compte. Les montants correspondants sont indiqués ci-après :

	<u>Fonds général</u>	<u>Fonds destinés à des projets</u>	<u>Fonds pour les secours d'urgence au Liban</u>
	(En dollars)		
Contributions à recevoir en espèces	7 768 346	5 170 031	-
Contributions à recevoir en nature	2 505 643	234 270	502 294
	<u>10 273 989</u>	<u>5 404 301</u>	<u>502 294</u>

Cette modification a aussi pour effet de fausser la comparaison entre les comptes de 1986 et ceux de 1987. En appliquant aux comptes de 1986 la politique comptable révisée, on peut établir la comparaison suivante :

<u>Réserve d'exploitation</u>	<u>1986</u>	<u>1987</u>
	(En dollars)	
Fonds général	15 442 746	25 835 121
Fonds destinés à des projets	7 818 153	12 747 239
Fonds pour les secours d'urgence au Liban	-	6 687 064
	<u>23 260 899</u>	<u>45 269 424</u>

c) L'exercice financier de l'Office correspond à l'année civile.

d) Les comptes de l'Office sont tenus en dollars des Etats-Unis. Les opérations effectuées en d'autres monnaies sont converties en dollars des Etats-Unis au moment où elles ont lieu, au taux de change pratiqué pour les opérations de l'ONU. A la fin de l'exercice financier, les éléments de l'actif et du passif en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis sont convertis en cette dernière monnaie au taux de change pratiqué à cette date pour les opérations de l'ONU. Les gains ou pertes de change sont ajoutés aux recettes ou déduits de celles-ci.

e) Les achats de tous les types de fournitures sont immédiatement imputés sur les dépenses lors de la réception et du paiement des marchandises. De ce fait, les stocks ne figurent à l'actif d'aucun fonds de l'Office. (Une exception est néanmoins faite pour les centres de production, pour la raison indiquée plus loin.) Bien que les stocks de l'Office ne soient pas assimilés à des éléments d'actif, il est tenu à jour des inventaires de ces stocks, qui font l'objet de contrôles rigoureux. Au 31 décembre 1987, la valeur approximative des stocks de l'Office, sur la base des coûts d'achats d'origine, s'établissait à 19,1 millions de dollars.

f) L'Office dispose de quatre centres de production, qui sont tous censés être financièrement autonomes. Le Centre d'imprimerie se trouve à Beyrouth et les trois autres (broderie, menuiserie et boulangerie) à Gaza. Jusqu'à la fin de 1987, ces centres relevaient du Fonds général. A compter de 1988, ils ont été constitués en projets distincts régis par une nouvelle série d'instructions (Budget Technical Instruction No 14) qui permettra à la direction de chaque centre de mieux en contrôler le fonctionnement et en évaluer les résultats. Ces fonctions d'évaluation imposent de comptabiliser les stocks disponibles. En conséquence, et par dérogation aux pratiques comptables de l'Office, les stocks figureront à l'actif dans les comptes des centres de production, lesquels feront l'objet d'une rubrique distincte dans les états financiers de l'exercice suivant;

g) Le règlement financier de l'Office, établi en 1950 puis révisé en 1952, 1959 et 1962 par le Commissaire général, en consultation avec le Secrétaire général et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, doit être revu à la lumière des modifications apportées à la politique comptable de l'Office au cours des dernières années. L'Office a donc entrepris de procéder à la révision du règlement financier.

#### Fonds général

#### Note 2 - Sommes à recevoir (état V)

Les sommes à recevoir qui figurent dans l'état V ne comprennent pas un montant de 9 142 308 dollars réclamé à divers gouvernements au titre de dommages subis par les biens de l'Office. Ces créances ne sont pas considérées comme de véritables sommes à recevoir et relèvent plutôt des comptes d'ordre. On doute que l'Office puisse recouvrer ces sommes et une provision correspondant à 100 % de ce montant a été prévue à la rubrique "Créances irrécouvrables".

Note 3 - Réserve pour engagements non réglés (état V)

La réserve pour engagements non réglés est une réserve de fonds destinés à des postes prévus au budget qui ont fait l'objet d'une commande ou d'un contrat au plus tard à la fin de l'exercice, mais pour lesquels les biens ou les services n'ont pas encore été reçus. Ces postes, qui ont été imputés sur les dépenses de l'exercice en cours ou d'exercices antérieurs, se décomposent comme suit :

	<u>Dollars des Etats-Unis</u>
Exercice en cours	1 631 315
Exercices antérieurs	26 976
	<hr/>
	1 658 291
	<hr/> <hr/>

La réserve sera liquidée à mesure des décaissements correspondant à ces postes de dépense.

Note 4 - Réserve pour les indemnités à verser à la cessation de service et pour les dépenses de rapatriement

Une réserve est prévue dans le budget annuel pour les indemnités à verser à la cessation de service et pour les primes de rapatriement à payer aux fonctionnaires qui quitteront l'Office au cours de l'exercice. Il n'a pas été créé de réserves au titre des cessations de service et des rapatriements devant intervenir lors d'exercices futurs, dans la mesure où les paiements correspondants devraient être couverts au moyen des recettes futures et des réserves d'exploitation.

Note 5 - Passif exigible

On peut considérer que l'Office a une dette exigible, d'un montant important mais impossible à déterminer, correspondant à certaines subventions réclamées par des gouvernements. En outre, le passif exigible de l'Office comprend un montant de 225 000 dollars à la suite d'un différend avec un fournisseur qui n'a pas encore été réglé.

Note 6 - Biens de capital fixe

a) Les biens de capital fixe non indiqués dans l'état V de l'actif et du passif sont énumérés ci-après à leur coût initial :

Véhicules (non compris les véhicules hors d'usage non encore vendus)	7 864 454
Matériel	13 273 107
Terrains appartenant à l'Office	51 248
Bâtiments construits sur des terrains appartenant à l'Office	422 031
	<hr/>
	21 610 840
	<hr/> <hr/>

b) L'Office ne jouit que du droit d'occupation des bâtiments (écoles, centres de formation, centres de distribution des rations, dispensaires, entrepôts et autres installations) qu'il a construits sur des terrains appartenant à des gouvernements ou cédés à bail par des propriétaires privés. Le coût total de la construction de ces bâtiments (y compris le financement des achats de terrains par les gouvernements des divers pays, dans certains cas, et les sommes à verser aux propriétaires de terrains loués) s'élevait à 51 916 404 dollars au 31 décembre 1986;

c) L'Office a également construit des logements pour les réfugiés moyennant un coût total de 11 662 204 dollars sur des terrains appartenant à des gouvernements ou à des particuliers. Le statut juridique de ces logements demeure indéterminés.

Fonds du camp de Bayssarieh

Note 7

Pour plusieurs raisons, l'Office n'a pas été en mesure de poursuivre l'exécution de ce projet, pour lequel un fonds spécial avait été créé en 1977 en application de l'article 13.1 du règlement financier. En 1987, le principal donateur (le Gouvernement libanais), a demandé que sa contribution au projet lui soit restituée. D'un montant de 5 millions de livres libanaises au départ, cette contribution valait 4 352 376 dollars des Etats-Unis en 1987, montant qui a été restitué au Gouvernement libanais le 23 décembre 1987, sur décision du Commissaire général. Après restitution de la contribution du Gouvernement libanais majorée des intérêts (4 352 376 dollars au total), il restait en dépôt auprès de l'Office un solde de 189 974 dollars représentant la seule autre contribution au projet, versée par le Gouvernement néerlandais, soit 24 150 livres sterling et 50 000 florins hollandais, ce qui représentait 189 974 dollars, intérêts compris. Ce montant a été viré au Fonds pour les secours d'urgence au Liban et le compte du Fonds du camp de Bayssarieh a été clos le 31 décembre 1987.



Caisse de prévoyance du personnel régional

Note 8 - Crédits des participants en activité et des retraités (état XIII)

a) Les crédits des participants en activité et des retraités libellés en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis comprennent les ajustements de change pour l'exercice terminé le 31 décembre 1987. Ces crédits se décomposent comme suit :

	<u>Dollars des</u> <u>Etats-Unis</u>
Dinars jordaniens : Moins 3,4 % - 2 094 978 dinars jordaniens à un taux de change de 0,335	6 253 666
Schillings autrichiens : Moins 19,4 % - 32 181 733 schillings autrichiens à un taux de change de 11,10	<u>2 899 255</u>
	<u>9 152 921</u>

b) Un modeste solde créditeur de 1 628 dollars figure au compte "Ajustements de change".

Note 9 - Placements et revenus des placements (état XIII et tableau 11)

a) L'actif de la Caisse est confié dans une large mesure à des sociétés de gestion spécialisées qui en assurent le placement. Ces placements sont évalués au prix coûtant ou à la valeur en bourse, le plus faible de ces deux montants étant retenu. Sur la base de ce principe, la valeur totale du portefeuille de la Caisse de prévoyance indiquée dans l'état financier reflète le prix coûtant, soit 399 474 904 dollars. Toutefois, toutes les sociétés de gestion fondent leurs évaluations sur la valeur en bourse, auquel cas la valeur totale du portefeuille de la Caisse s'établissait à 422 615 955 dollars au 31 décembre 1987;

b) En raison des différences d'évaluation et de méthodes de comptabilité des honoraires dus aux sociétés de gestion, les chiffres relatifs aux placements en fin d'exercice figurant dans le tableau s'écartent des chiffres indiqués par les sociétés de gestion dans leurs rapports annuels. Pour des raisons analogues, les chiffres relatifs au revenu des placements du portefeuille figurant dans le tableau 11 diffèrent de ceux qui ont été fournis par les sociétés de gestion;

c) Le système de prêts, qui permet aux participants à la Caisse de prévoyance de contracter des emprunts auprès de la Caisse, constitue une autre forme d'investissement. Le taux d'intérêt appliqué à ces prêts comprend un point de pourcentage qui doit permettre de couvrir les frais de gestion du système de prêts. Les coûts pour cette année se sont élevés à un total de 13 463 dollars, qui comprend le second et dernier amortissement des dépenses initiales de mise en place du système de prêts.

Note 10 - Cotisations et financement (tableau 11)

Le montant net des fonds confiés aux sociétés de gestion et des fonds destinés au système de prêts s'est élevé à 9 609 235 dollars. Ce montant représente essentiellement la différence entre la totalité des cotisations reçues de l'Office et des participants et les paiements faits par l'Office pour le compte de la Caisse de prévoyance. Les corrélations entre ces chiffres ressortent des calculs suivants :

	<u>Dollars des Etats-Unis</u>
Cotisations reçues pendant l'exercice	25 503 861
<u>A déduire :</u>	
Liquidation de droits, moins virements, versements en capital et reprises de participation pendant l'exercice	3 764 096
	<hr/> 21 739 765
<u>A déduire :</u>	
Sommes restant dues au Fonds général au 1er janvier 1987	20 096
	<hr/> 21 719 669
<u>A déduire :</u>	
Paiements effectués par le Fonds général pendant l'exercice	12 491 792
	<hr/> 9 227 877
<u>A déduire :</u>	
Fonds nets confiés aux sociétés de gestion et destinés au système de prêts prélevés sur le Fonds général pendant l'exercice	9 609 235
	<hr/>
Sommes restant dues au Fonds général au 31 décembre 1987	<hr/> <u>(381 358)</u>

Note 11 - Excédent non réparti (état XII)

Conformément à la recommandation du Comité consultatif de la Caisse de prévoyance, qui a été approuvée par le Commissaire général, le solde du compte de l'excédent non réparti a été presque entièrement viré au compte des recettes à répartir. Au 31 décembre 1987, il subsistait un solde modeste de 2 318 dollars.